

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1268
14 au 20 février 2002

2 €
ISSN 0026-9433



Mascarade sécuritaire



Délinquance

Les chiffres qui ne veulent rien dire

LA MAISON Ricard serait-elle crédible comme source d'information sur la surmortalité des consommateurs d'alcool ? Confiions-nous la gestion des statistiques du taux de chômage au MEDEF ? Ferions-nous confiance aux chiffres indiquant l'évolution des prix s'ils étaient fournis par les grandes surfaces ? Certainement pas. La crédibilité d'une information dépend largement de l'impartialité de celui qui informe. Pourtant, peu nombreux sont ceux et celles qui semblent gênés par le fait que les « statistiques de la délinquance » ne soient pas gérées par un organisme neutre et désintéressé (genre INSEE), mais par la police et la gendarmerie.

Cela pose au moins deux problèmes. Les forces de l'ordre sont directement concernées par les réactions politiques aux chiffres de la délinquance : une importante hausse des

chiffres favorisant en général l'augmentation du budget destiné à la répression, donc des augmentations d'effectifs et un meilleur équipement d'une part, un certain laxisme vis-à-vis des dérives racistes, des comportements douteux ou carrément criminels (bavures, tortures, humiliations) des forces de l'ordre d'autre part. La tentation est grande pour les policiers et gendarmes de gonfler artificiellement les chiffres de la délinquance afin d'améliorer leurs conditions de travail.

Leurs possibilités d'influencer les statistiques de la délinquance sont multiples. Dans le cadre de leurs propres investigations, ils ont le choix entre un simple avertissement à l'auteur du délit, la clôture de l'enquête ou la transmission au parquet (les deux premières démarches ne conduisant pas à des poursuites ne sont donc pas comptabilisées dans

les statistiques). Vis-à-vis des victimes d'infractions, ils peuvent encourager ou décourager à porter plainte, par exemple en proposant à la place l'inscription des faits sur le registre de la « main courante ». Là encore, ce n'est pas comptabilisé.

Le deuxième problème structurel dans le calcul de ces statistiques réside dans le fait qu'une grande partie des infractions constatées ne donne lieu à aucune plainte. Leur repérage découle essentiellement de l'activité des forces de l'ordre. Ceci est particulièrement vrai pour le délit de consommation de drogues prohibées : une décision politique de durcir la répression ou d'augmenter les effectifs policiers dans ce domaine provoque nécessairement une hausse des délits constatés. Cela ne veut strictement rien dire sur l'évolution réelle de cette forme d'infractions.

- **11 septembre dans les livres**

p. 5

- **Anarchisme en Uruguay**

p. 6

- **Femmes et précarité**

p. 7

- **Procès anti-OGM**

p. 8

- **Makhno et sa juive**

p. 9

Un troisième élément à tenir en compte à la lecture de ces statistiques, c'est que l'évolution des mœurs et la disparition de certains tabous rendent les infractions sexuelles de plus en plus visibles. La forte augmentation des plaintes pour viols depuis les années 70 ne prouve pas que cette forme de délinquance était moins importante pendant les années 50 ou 60. Tout porte à croire que c'est plutôt le changement du comportement des victimes qui est à l'origine de la hausse constatée dans les statistiques : celles-ci ont de moins en moins de réticences à porter plainte.

Enfin, il ne faut pas oublier un autre phénomène qui gonfle artificiellement les statistiques : un seul délit donne souvent occasion à plusieurs plaintes. Si ces plaintes ne sont pas regroupées auprès du même responsable, il y a double, voire triple comptage d'une seule infraction.

La valeur scientifique de ces statistiques est donc plus que douteuse. Pourtant, leur présentation au public donne lieu traditionnellement à la grand-messe des politiciens qui espèrent tirer profit de ce sujet sensible. Soit en faisant l'amalgame entre immigration et délinquance pour alimenter le racisme, soit en stigmatisant la prétendue forte implication des jeunes avec comme objectif le rétablissement des modèles autoritaires

Suite en page 3

M 02137 - 1268 - F. 2,00 €



« Plus il y a de lois,
plus il y a de voleurs. » Lao-tseu

FOP 2520

Vie du mouvement

Le groupe libertaire de Tours change d'adresse : GLT, c/o CNT-AIT Tours, BP 1303, 37013 Tours cedex 1.

Le groupe Proudhon (Besançon) sur le net : autodidacte.org. C'est le site de la librairie l'Autodidacte, avec possibilité de commander des livres, des rendez-vous, des archives...

Appel à la création de groupes sur Belfort, Vesoul, Dole... Ecrire au groupe Proudhon, CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

Vendredi 15 février Chalon-sur-Saône

Le groupe la Vache-noire de la FA et le groupe Libertaire organisent un débat sur le thème : « Crise du monde agricole : quels enjeux ? quelles alternatives ? » présenté par Jean-Pierre Terrais. À 20 heures à la maison des syndicats.

Samedi 16 février Marseille

Cycle de discussion autour du thème « Les quatre saisons de l'anarchisme » par G. Roth. Premier volet, « Le printemps et l'été » : Les précurseurs et les premiers théoriciens. À 15 heures au local du Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Lannion

Forum sur le thème « le féminisme aujourd'hui, pourquoi et dans quelle société ? », organisé par le groupe Jes-futuro de la FA, précédé de la projection du film *Debout*. À partir de 14 h 30 au centre Jean-Savidan

Plouray (56)

Appel à manifester de la NICOB (Non aux incinérateurs en Centre-Ouest Bretagne, ni ailleurs mais autrement) à 14 heures. Face aux risques écologiques et sanitaires et

aux carences démocratiques du projet de la SA Doux de construire un incinérateur (farines animales, boues d'épuration, sang et eaux usées), les groupes de l'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste se mobilisent et seront de la partie.

Mardi 19 février Rouen

Café libertaire : l'éducation libertaire, à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire, à 20 h 30

Mercredi 20 février Bourges (18)

Conférence-débat sur le thème « Rwanda, un génocide sans complices ? » organisé par le collectif des libertaires, avec Jean-Paul Gouteux auteur d'*Un génocide sans importance*. À 20 heures à la Maison des associations, rue Gambon à Bourges.

Vendredi 22 février Rouen

Réunion publique « Guerre et médias » avec Serge Halimi et Pierre Rimbart, à 20 h 30 à la salle aux Toiles

Besançon

Réunion-débat organisé par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste autour du thème « AUPEJ, des alternatives sociales et éducatrices au Sénégal ». Projection et débat avec les réalisateurs. À 20 h 30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz à Besançon.

Samedi 23 février Paris

À propos du livre *les Anarchistes du Portugal* : Débat à Radio libertaire de 13 h 30 à 14 h 30 lors de l'émission Chroniques rebelles.

Agenda

À 15 h 30, débat avec des militants de la CNT au 33, rue des Vignoles, Paris 20e.

Rouen

« Réponse à des questions concernant le surréalisme » avec Aurélien Daugeat, à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Dimanche 24 février Paris 11^e

Concert de soutien à Leonard Peltier. À partir de 16 h 30, projection de la vidéo *L'esprit de Crazy Horse*, de Michel Dubois et Kevin McKiernan sur la résistance amérindienne aux Etats-Unis et la création de l'AIM, suivit d'une rencontre-débat sur le cas Peltier. Infos, tables de presse et musique avec : Cojoba (hardcore-punk mixte, Puerto Rico), Sabayo (chanson rock, Clermont-Ferrand) plus une surprise. Au CIRC, 21, ter rue Voltaire (M^o Nation). PAF : 5 euros. Renseignements au CSIA/LPSG : 01 43 73 05 80, et lpsg-france@bigfoot.com

Jeudi 28 février Toulouse

Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste vous invite à un meeting-débat sur le thème « Agir au lieu d'élire » à 20 h 30, salle Barcelone, 22, allée de Barcelone.

Samedi 2 mars Marseille

Le CIRA organise une conférence-débat « anarchisme et anarchie dans l'œuvre de Jean Giono » avec Denise Reyre à 15 heures au local

du CIRA, 3, rue Saint-Dominique (à l'angle de la place des Capucins).

Rouen

Sortie mondiale du livre *Putain d'usine*, de Jean-Pierre Levaray. À cette occasion, on discute, on boit un verre et éventuellement il y aura une dédicace. À partir de 15 heures à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Mercredi 6 mars Paris 4^e

Représentation spéciale pour l'Union pacifiste du film *Le Procès du général Aussaresses* de José Valverde. À 20 h 30 au théâtre Essaïon, 6, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e. 20 euros la place, à réserver auprès de l'Union pacifiste avant le 28 février, BP 196, 75624 Paris cedex 13. Joindre le paiement.

Samedi 9 mars Paris 18^e

« Sortez-les du placard ». Journée de soutien aux prisonniers du cannabis au Trianon, de 16 heures à minuit. Débat, concert. La Fédération anarchiste tiendra un stand.

Paris 11^e

Forum avec Théo Simon auteur de *Drugues, contre la criminalisation de l'usage* à 15 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Rouen

Débat sur : « Corps, énergie, politique », avec Jacques Lesage de La Haye, à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Gand (Belgique)

Deuxième foire internationale du livre alternatif et libertaire (livres, conférences, expositions, projections vidéo), de 10 à 20 heures, entrée libre, Kraankindersstraat 2.

Ventes du journal Bordeaux

Vente du *Monde libertaire* tous les jeudis entre midi et 14 heures à la fac de Lettres de Bordeaux 3, et le dimanche matin au marché de Saint-Michel.



Radio libertaire

Pour ses vingt ans et suite au spectacle du 18 avril 2001 aux Instants chavirés, Radio libertaire, en collaboration avec les labels Trace et DCC, édite un disque de poésie contemporaine : *Poésie du troisième millénaire*. Ce disque sera présenté pour la première fois lors de l'émission *La philanthropie de l'ouvrier charpentier*, le samedi 16 février de 10 heures à 11 h 30, et lors d'un forum à la librairie Publico ce même samedi à 16 heures.

Jeudi 14 février

De 18 à 19 h 30, « Si vis pacem » : préparer les 36 ans du journal *Union pacifiste* avec Rémy Thomas, responsable de la publication.

Dimanche 17 février

De 15 h 30 à 17 h, l'émission « Des mots, une voix » reçoit l'écrivain Amin Zaoui pour ses livres *Haras de femmes* et *La Razzia* sortis aux éditions du Serpent à Plumes.

Mercredi 20 février

De 10 h 30 à midi, « Blues en liberté » : Lightning Hopkins et Texas Blues.

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	20 €	32 €	27 €
6 mois 25 n°	38 €	61 €	46 €
1 an 45 n°	61 €	99 €	77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèque postal (CCP).
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....
Adresse
Code postal Ville.....
Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial

LA GRANDE parade électorale commence ses préparatifs, les équipes de saltimbanques se mettent en place, et l'on peut déjà se faire une idée des thèmes de ce carnaval quinquennal. Il devient de plus en plus difficile pour ces bouffons de la politique de vendre leur soupe infâme, de susciter chez leurs concitoyens le désir de leur donner les rênes du pouvoir. Alors, ils serrent au plus près, ils jouent sur la peur. Dans la foulée de la chasse au terrorisme, tapis dans les fourrés, ils misent sur l'insécurité, jouant avec les chiffres, brandissant le spectre du chaos. Bien sûr, il n'est pas agréable de se faire brûler sa voiture lorsque celle-ci est un accessoire très difficilement remplaçable, indispensable pour aller user sa santé tous les jours au service d'un patron cupide pour pouvoir faire survivre sa famille ; oui, les quelques euros arrachés dans le sac de la pauvre retraitée seront autant de repas qu'elle sautera, mais sans minimiser le problème, nous pouvons rester sceptique quant aux solutions proposées. La répression, sœur jumelle de l'oppression pour contrer la délinquance, me fait penser à ce cureton qui essayait d'éteindre un incendie en l'aspergeant d'eau bénite, sauf que là l'eau bénite ressemble plutôt à de l'essence. Il

ne faut pas aller chercher bien loin pour s'apercevoir que le meilleur moyen de stopper la délinquance c'est d'en éliminer les causes, et celles-ci sont connues ; ce sont les inégalités sociales et les misères (physique, mentale, intellectuelle, sexuelle...) qu'elles entraînent. C'est le modèle de société que l'on nous propose (chacun pour soi et Dieu ou l'État pour tous, et que le meilleur gagne) qui entraîne la délinquance. Mais, ce modèle, les politicards ne veulent pas le changer parce qu'ils en vivent, ils sont pour la plupart eux-mêmes des délinquants, mais eux ne se contentent pas d'autoradions, ni même de quelques milliers d'euros, non il leur faut tout, le fric et le pouvoir, et ceux qui s'aviseraient de leur demander des comptes ne peuvent être que des magouilleurs qui renuent la merde pour se mettre en avant et leur piquer leur place.

Chanson

Vendredi 15 et samedi 16 février à 20 h 30 au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine (M^o Porte-d'Ivry). Bernard Joyet accompagné de Jean-Louis Beydou. Ouverture des portes à 19 heures. Bar et petite restauration froide. Entrée 12,5 euros. Réduction pour les porteurs de la carte de Radio libertaire. Renseignements au 01 46 72 64 68.

Suite de la page 1

d'éducation, soit en prônant la répression comme seule réponse de la société à la délinquance et en dernière logique aussi à la misère sociale. Ces politiciens se réfèrent à la politique de la « tolérance zéro » telle qu'elle est appliquée outre-atlantique, où les prisons et la chaise électrique remplacent le RMI.

La présentation le lundi 28 janvier des chiffres de la délinquance pour l'an 2001 a provoqué l'habituel échauffement médiatique. François d'Aubert (DL) a parlé d'« explosion de la violence », le RPR a conclu que « seule une politique d'impunité zéro permettra de faire baisser la délinquance », François Bayrou (UDF) a précisé que « cela s'est accéléré avec le gouvernement Jospin ».

Première erreur : la confusion entre délinquance et violence. Or, en ce qui concerne les vols

(62,1 % de la délinquance total), ils se déroulent à 94,6 % sans la moindre violence ! De même, dans la catégorie « crimes et délits contre les personnes », une bonne part des atteintes sont uniquement verbales (elles sont cachées dans la sous-catégorie « autres atteintes volontaires » pour que ça fasse un peu moins ridicule). De plus, les statistiques contiennent des nombreux cas d'infractions qui se produisent en général sans la moindre violence : la consommation des drogues, le plus souvent verbal, et les infractions à la législation de la police des étrangers. Cette dernière est d'ailleurs largement responsable de la surreprésentation des étrangers dans les statistiques : tout simplement parce qu'il s'agit des délits que les Français ne peuvent naturellement pas commettre.

Autre confusion courante : les délinquants sont des jeunes. Le fait que les mineurs de moins de 13 ans sont souvent mis en cause n'a rien de surprenant : n'importe quel criminologue confirmera qu'un comportement déviant se développe le plus souvent entre 8 et 13 ans. La hausse des chiffres concernant les mineurs s'explique par l'abandon du laxisme des agents de police, qui ne se contentent plus d'un avertissement.

La politique de la « tolérance zéro » tant désirée par nos politiciens n'est certainement pas le moyen adapté pour faire baisser les chiffres de la délinquance. En effet, la hausse des crimes et délits constatés depuis 1997 s'explique surtout par le durcissement de la répression et des nombreuses mesures du gouvernement Jospin, très largement inspirées de l'idéologie sécuritaire : augmentation des

effectifs policiers (emplois jeunes de la police), réorganisation de la police avec comme objectif la baisse des réticences à porter plainte (création de la police de proximité). On peut également soupçonner les policiers et les gendarmes eux-mêmes d'appliquer déjà de plus en plus la « tolérance zéro » là où ils le peuvent, en envoyant un maximum des dossiers au parquet (donc de moins en moins des simples avertissements) et en encourageant les victimes d'infraction à porter plainte (donc de moins en moins d'inscriptions dans la « main courante »). Nous sommes entrés dans un cercle vicieux, où la hausse des chiffres de la délinquance provoque un durcissement de la répression et l'augmentation des effectifs policiers, qui à leur tour font monter les chiffres des délits et crimes constatés.

En l'occurrence, « nos amis les gendarmes » nous ont montré dernièrement comment faire baisser ces chiffres : ils ont constaté eux-mêmes une légère baisse de la délinquance en décembre 2001. Seule explication : ces messieurs étaient plus occupés par leur mouvement de contestation que par l'exercice de leur métier. Pour moins de délinquance, nous conseillons donc la grève générale et illimitée des policiers et gendarmes.

Martin

Groupe de la métropole lilloise de la FA

Source : Laurent Mucchielli, *Violences et insécurité, Fantômes et réalités dans le débat français*, éditions La Découverte, Paris 2001.

Laisser faire, laisser tomber Feux de voitures du jour de l'an dans un quartier de Strasbourg

LES FEUX de voitures du jour de l'an au Neuhof à Strasbourg, observés au ras du sol, nous semblent mériter mieux que le terme générique de « violence urbaine ». Le jour de l'an n'est pas n'importe quel jour. On ne saurait confondre ce qui s'y passe avec des incendies de voitures quotidiens. C'est un spectacle long, précis, préparé. Contrairement au discours dominant, ces jeunes pyromanes ne sont ni « mobiles », ni « isolés », ni « fuyants ».

Ces feux seuls n'apprennent rien sur le phénomène général de la violence des banlieues. Mis en exergue, ils occultent les activités quotidiennes des acteurs sociaux pour, en une nuit et quelques voitures, sortir de leur contexte les enjeux en présence. Spectaculaires et médiatisés, ils méritent d'être analysés pour eux-mêmes, comme un motif traditionnel d'une culture populaire.

Le Neuhof est un quartier excentré, au sud de Strasbourg. Au centre, autour de la place Hautefort, le bâtiment de la mairie annexe et de la bibliothèque municipale tourne le dos à la place. En face, un supermarché, un magasin « tout à dix francs » ; le tabac-press, le bar-PMU surveillé par trois vigiles. Au centre, le parking.

Dès le matin, la place est animée par la vente et consommation immédiate de force pétards et fusées. Le temps passe, bruyant. Lors du réveillon de l'an dernier, cette place avait connu le plus grand nombre d'incendies. Dans un coin, l'association culturelle maghrébine du Neuhof a installé une tente et propose une alternative aux feux en offrant des sodas et des merguez à ceux qui choisissent d'entrer. En attendant, sous la tente, des enfants de neuf ans cherchent à répondre à l'animateur qui demande (d'expérience) : « Contre qui se bat Don Quichotte de la Mancha ? »

Vers 23 heures, une voiture percute la palissade défendant l'entrée d'un immeuble en destruction qui jouxte la place. Elle est mise à feu. Puis deux autres, plus au nord

que la place. Une dizaine de véhicules de gardes mobiles stationne à portée. Sur la place, on fait hurler et chauffer les moteurs afin qu'au moindre choc, les radiateurs explosent dans un nuage de vapeur. Des voitures tournent à fond de première. On tire le frein à main sur le sol gelé, percutant les lampadaires, la colonne à affiches, les autres véhicules, rebondissant sur les trottoirs, frôlant les spectateurs. Les cars des gardes mobiles défilent lentement tandis que le public arrive.

Sur la place, les voitures à brûler, entourées par le public, tournent maintenant depuis dix minutes. Un jeune conduit, pied enfoncé sur les pédales, un autre sur l'encadrement de la portière ouverte. On croirait que la voiture n'a pas de conducteur. Depuis les balcons on filme, on jette des pétards... La première voiture s'immobilise (Opel de sport). On casse les vitres pour l'inonder d'un feu d'artifice horizontal destiné à enflammer l'habitacle. Plus tard, on répand de l'essence. Nouvelle salve d'honneur jusqu'à ce qu'on mette le feu à la première voiture, puis à une Alfa 33 rouge et à une vieille 403 blanche. Les pneus explosent sous les flammes. Une demi-heure plus tard, les gardes mobiles reviennent, en force, mais à distance, bouclent un côté de la place, lancent quelques lacrymogènes. Le public est encore nombreux. Des gens arrivent, toujours en voiture, tirent leur au frein à main devant les gendarmes et repartent tranquillement, fendant le cordon des boucliers.

Voici les faits, (sans parler donc des policiers blessés ailleurs et plus tard dans la nuit), observés tranquillement à vingt mètres en buvant un café et en souhaitant bonne année à nos voisins spectateurs. Quel traitement en a-t-il été proposé ?

On compte et compare les chiffres entre les quartiers et les années. On glose sur la responsabilité des parents. C'est vrai, nous avons vu des jeunes d'une douzaine d'années



Strasbourg 31 décembre 2001

faire tourner les voitures et donner des coups de pieds dans la portière ouverte de la 403 blanche, mais nous avons vu aussi des hommes déjà dégarnis pousser les véhicules à brûler. On explique enfin l'inefficacité de la police (pas de flag) par l'extrême mobilité de ces jeunes isolés. Or les préparatifs comme la mise à feu (donc hors choix et stockage du combustible) durent plus d'une demi-heure. Personne n'a semblé fuir la police, attendue au dénouement de l'action. Le discours dominant est mieux reçu que nos observations. Il confirme la pertinence du renforcement policier prôné par la nouvelle mairie. Le préfet dira plus finement que le maintien relatif du nombre des feux « montre l'échec du tout-répression ».

Notre description pourrait certes servir à un discours sécuritaire. Nous préférons l'éclairer d'une phrase entendue ce soir-là auprès d'une famille, propriétaire d'un pavillon jouxtant la place, rencontrée au Réveillon : « Les policiers, ils nous ont dit à nous : à quoi bon, faut laisser faire, ils vont bientôt tomber, ils vont bientôt crever. » Le préfet a choisi de ne pas faire dégénérer la situation par une présence policière perçue comme une provocation. En fait, cette stratégie place les populations face au double constat de l'inutilité et de l'impunité. Les délits impunis malgré les déploiements massifs des forces de l'ordre permettront de mieux faire tomber plus tard, bien plus lourdement, les responsables : casser d'avance permet de mieux casser ensuite. On choisit

le symbole que l'on brûle – des voitures plutôt que la mairie annexe – et la manière dont on les brûle – spectaculaire mais tranquille. Retournées contre le quartier et ses habitants, ces autodestructions sont les symptômes qui révèlent le mal. On flambe des sommes considérables en pétards, en fusées, avant d'enflammer ostensiblement des voitures. Est-ce surinterpréter que de reconnaître dans la vieille 403, l'Opel et l'Alfa de sport de ces bûchers, des idéotypes du pauvre et du riche.

Or les voitures sont parfois belles dans ces quartiers, comme si l'on voulait imiter les valeurs du statut social auquel on souhaite accéder. Sur elles se concentrent les signes ostentatoires de richesse, l'idée de pouvoir par l'achat et la volonté de distinction bridée par l'uniformité de l'habitat. Les dominés se rendent complices des dominants et confirment l'échelle de valeur proposée par ces derniers en consommant comme s'ils en étaient. Mais ils résolvent l'incohérence de leur consommation par une atteinte profonde aux idées communes de propriété individuelle et de rationalité économique. Car enfin, on entend souvent reprocher la gratuité de ces actes. Or, s'il y a gratuité des gestes durant les fêtes, c'est plus dans l'échange de cadeaux, dons et contredons qui s'annulent, que dans les feux de voitures. Le gâchis reste au cœur de la fête d'un monde sans cœur.

Hélène et Paul Dietrich

Parlez-moi d'insécurité, et je vous mets mon poing dans la gueule !

La sécurité (l'insécurité), c'est quoi ? État des lieux et propositions anarchistes. La campagne électorale présidentielle, qui mobilise d'ores et déjà toutes les ressources des médias nationaux, concentre ses propos sur le thème de l'insécurité. Cela tombe bien puisque ce thème nous intéresse au plus haut point. Mais pour parler d'insécurité, commençons par définir ce que pourrait être la sécurité, en comparant notre projet et la réalité capitaliste.

La réalité capitaliste

Insécurité capitaliste

C'est le système dans lequel nous vivons aujourd'hui, où nous ne pouvons maîtriser ni ce que nous produisons, ni notre revenu, ni la continuité de ce revenu. C'est ainsi que de fils de pauvre à pauvre retraité, en passant par pauvre chômeur et pauvre salarié, une vie peut être gâchée à tenter de survivre. Pendant ce temps, un fils de riche, après une enfance dorée et des études supérieures sans problèmes matériels (gage de réussite), se retrouve salarié-actionnaire gavé d'argent et finit sa vie avec un patrimoine copieux qu'il peut céder à sa descendance pour perpétuer le mécanisme. Les exceptions à la règle sont bien entendues là pour nous laisser penser que cette logique implacable n'est pas une fatalité.

Insécurité par la guerre

« Qui veut la paix prépare la guerre ». C'est l'expression favorite de tout général cinq-étoilé et de n'importe quel nationaliste moyen. Pourtant un tel non-sens ne saurait être transformé en vérité, ni par la plus élémentaire logique, ni par l'analyse de notre histoire. Les coûts monumentaux engendrés par nos arsenaux militaires nous sont présentés comme nécessaires pour notre sécurité ! Pourtant, il est facile de démontrer que notre sécurité fait un pas en arrière à chaque progrès technologique réalisé dans l'armement.

Insécurité par empoisonnement

À l'inverse, nourrir les vaches vivantes avec les vaches crevées (d'autres exemples aussi imbéciles existent) est une démarche dictée par le profit, et ceux qui organisent ces mécanismes arrivent à convaincre les acteurs du plus bas échelon qu'il n'y a aucun risque et surtout, que leur survie économique est à ce prix ! C'est ainsi qu'un agriculteur ne se nourrit plus des denrées qu'il commercialise, connaissant les risques encourus. Et ce type de comportement lui est imposé par un système qu'il ne cautionne pas mais subit. Quant aux pays connaissant la famine, s'ils ne la doivent pas à quelque guerre, ce sont les organismes tels le FMI ou l'OMC qui en sont responsables.



Strasbourg 31 décembre 2001

Insécurité de la médecine mercantile

Entre les problèmes de sang contaminé, de brevets sur les médicaments, d'inégalité d'accès aux soins, on vit dans un système où la privatisation grandissante de la santé n'a d'autre but que de soigner les malades riches. Et tout bon patron de clinique vous le dira ; c'est avec de bonnes maladies bien entretenues qu'on fait du fric. Ce n'est pas un rhume tous les hivers qui nourrit le business de la médecine privée, mais de gros cancers soignés pendant des années avec tout l'arsenal technologique vendu au prix fort. Quand aux pauvres atteints du sida, qu'ils crèvent...

Insécurité industrielle

Notre système, lorsqu'il ne tue pas tout simplement comme lors de l'explosion d'AZF, nous impose des conditions de vie de plus en plus dangereuses. Nos 58 réacteurs nucléaires nous menacent tous les jours davantage. Les pétroliers polluent nos plages, le transport routier pollue nos villes et nos campagnes. Et face à ces dangers colossaux, que nous proposent les futurs élus ? Accepter le risque maximal sous prétexte que le risque zéro n'existe pas. Réduire nos déplacements en voiture personnelle quand les transports en commun sont insuffisants, prendre des pelles pour nettoyer nos plages, mais pas touche aux bénéfices de Total, c'est sacré, propriété privée. Et puis, les actionnaires, ça ne vit pas d'eau fraîche !

Insécurité policière

Pour contenir les débordements, pour mater les révoltes, pour punir collectivement les pays qui n'obéissent pas aux diktats économiques, le capitalisme mondial a mis en place un arsenal policier et militaire digne du cynisme de ses représentants les plus connus, Bush en tête. À tous les niveaux, un quadrillage de plus en plus fin se met en place. Toujours plus de flics, toujours plus d'armes. Aucun pays n'est épargné, et la France est bien placée, juste derrière l'Espagne en nombre de flics par millier d'habitants. Faire taire, museler, contenir la révolte en emprisonnant les meneurs, telle est la réponse policière aux problèmes sociaux.

Le projet anarchiste

denrées toxiques et les commercialiser volontairement ? Coordonner nos moyens scientifiques et techniques pour garantir à tout être humain une alimentation de qualité, voilà un projet social noble et ô combien urgent lorsqu'on considère les dégâts causés par la malnutrition.

Sécurité des soins médicaux

Tout comme pour l'alimentation, nous avons les connaissances requises pour nous prémunir contre un grand nombre de maladies, microbes, virus, etc. Bien entendu, la mise en œuvre de ces moyens passe par une médecine maîtrisée, au service de la population, débarrassée des nécessités de profit. À terme, une véritable médecine préventive, la moins coûteuse en moyens matériels et humains, est l'objectif. Il est plus intelligent de se donner pour objectif de maintenir les individus en bonne santé que de les soigner une fois malades.

Sécurité par l'écologie

Nous voilà dotés de connaissances scientifiques précises sur les mécanismes biologiques à sauvegarder pour permettre à l'espèce humaine d'exister à long terme. Nous savons tous que la planète est en péril et qu'il est nécessaire de renoncer immédiatement à certaines activités néfastes. Citons le nucléaire, la consommation pétrolière excessive, les déchets industriels et ménagers, l'agriculture intensive, le déboisement... Le profit est encore la raison unique à rechercher pour comprendre comment on en est arrivés là. Et c'est en refusant cette logique du profit que les catastrophes écologiques majeures qui nous menacent pourront être évitées.

Sécurité par la liberté

Pour nous, la sécurité, c'est aussi la garantie de s'exprimer librement, de voyager librement, d'aller où bon nous semble pour s'y établir si bon nous semble. Pour nous, la sécurité, c'est aussi l'épanouissement culturel et artistique, les relations fraternelles entre tous les individus dans le monde entier. Pour nous, la sécurité, c'est la tolérance des différences culturelles, des différents modes de pensée, sans jugement manichéen. Nous ne savons pas si un tel est mauvais et tel autre bon. Le bien et le mal, pour nous, cela n'a pas de sens. Nous voulons la justice et la liberté.

Sécurité matérielle

C'est pour nous l'assurance que la société est organisée de façon à répartir équitablement les fruits du travail collectif, et de façon à orienter cette production vers les véritables besoins exprimés par ceux-là même qui fournissent le travail. Ce contrôle de la production et de l'échange est la base d'un début de sécurité matérielle. Et c'est en garantissant cette sécurité par une organisation sociale appropriée que les individus cesseront de ressentir le besoin d'accumuler des biens pour eux et leur descendance et comprendront la nécessité de faire perdurer une telle organisation, à condition qu'elle soit réellement équitable.

Sécurité par la paix

Vivre en paix est la base pour développer une société harmonieuse, capable de répondre aux besoins matériels, culturels, des individus qui la composent. Et vivre en paix, c'est refuser la guerre comme acte organisé, préparé dans des buts de conquête territoriale, de pillage de ressources naturelles, de mise au pas de populations en révolte. Pas un homme, pas un euro pour la guerre, et pour les militaires qui la préparent. Dès que deux armées sont prêtes à s'affronter, la guerre devient inévitable. Et pour éviter la guerre, ce sont tous les militarismes qu'il faut combattre.

Sécurité alimentaire

Il paraît simple, compte tenu de nos connaissances scientifiques et de nos moyens technologiques, d'assurer une alimentation saine pour tous. Et compter sur la responsabilisation de tous les acteurs de la production alimentaire semble le meilleur moyen d'y parvenir. A-t-on déjà vu un cuisinier intoxiquer sciemment sa clientèle, ou un agriculteur produire des

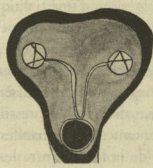
ALORS, messieurs les présidentiables, messieurs les premiers-ministres, et toute la cohorte des larbins du MEDEF et du capitalisme international, technocrates en tout genre, qui nous organisez cette société capitaliste de plus en plus invivable, arrêtez de nous gonfler avec vos histoires de sacs à main volés et de voiture brûlées, avec vos solutions « police partout, justice nulle part ». On sait que c'est vous les vrais malfaiteurs à l'origine de la véritable insécurité, et on n'a qu'un but, vous empêcher de nuire !

Jean-Marc Thouéry

brèves brèves brèves

Souviens-toi de l'automne dernier

LE 11 SEPTEMBRE 2001, quatre avions détournés par des terroristes s'écrasent respectivement sur le World Trade Center, le Pentagone et à côté de Pittsburgh. Les USA partent en guerre contre les terroristes. Avec eux, l'Europe qui ne veut pas être laissée pour compte. Et, suivant leurs maîtres, nos médias. Quel est le seul média n'ayant pas titré « nous sommes tous américains » après les attentats ? Aux USA, c'est le bâillon pour la presse, ceux allant contre la ligne officielle étant évincés. En France, quelques voix s'élèvent, bientôt noyées dans le fleuve de celles réclamant la guerre, mais proprement. En définitive, exception faites des alternatifs (et encore, Attac a accepté la guerre comme utile), une seule voix s'est fait entendre, celle du gouvernement états-uniens. Liberté d'expression.



Tant qu'il y aura des Bastilles !

JADIS, avant 1789, par une simple lettre de cachet, le roi de France pouvait faire embastiller quiconque s'était avisé de lui déplaire. Aujourd'hui, en 2002, après une parodie de justice, les petits marquis de gauche et de droite qui nous gouvernent font la même chose en mettant José Bové en prison.

Ce qu'on lui reproche : avoir participé de manière non violente au démantement d'un McDo et au fauchage d'un champ d'OGM.

Son crime : dénoncer la malbouffe et les apprentis sorciers qui, bien qu'incapables de démontrer que les OGM n'auront pas de conséquences néfastes sur la santé publique, sont en train d'en inonder la planète pour se goinfrer de profits et dominer le monde (ces gens-là, via les brevets qu'ils prennent sur la vie, ne prétendent à rien de moins que de décider si, même en payant, nous aurons, demain, le droit de nous nourrir).

Disons le tout net, bien que ne faisant pas partie de la Bové-mania au simple motif que nous ne croyons pas à la réforme du système capitaliste, nous trouvons tout cela inacceptable, surtout à l'heure où le successeur du roi de France échappe à toute poursuite

judiciaire relative aux malversations qu'on l'accuse d'avoir commises à l'époque où il était maire du palais.

Non à la mal bouffe !

Oui au principe de précaution ! Justice pour tous ! Pour l'heure, parce que les maîtres du monde de la mondialisation nous font bouffer de la merde, nous empoisonnent, détruisent les conditions même de la vie et embastillent les cœurs purs qui dénoncent cette infamie, comme nos ancêtres de 1789, nous proclamons le devoir d'insurrection contre l'intolérable !

« Ah ça ira, ça ira, ça ira, les maîtres du monde à la lanterne !

« Ah ça ira, ça ira, ça ira, les maîtres du monde on les pendra ! »

Nous tenons également à témoigner notre soutien aux travailleurs des McDo parisiens en grève depuis plusieurs semaines.

Unité libertaire

Charente Maritime
groupe Michel Bakounine, EA
No Pasaran, CNT 17

Pour tout contact : Adil BP 3
17360 Port-d'en-Vaux
Tél. : 05 46 73 73 10

Trotsky et Alex

DANS les années 70 quand à l'Alliance syndicaliste¹ on prononçait le nom d'Alexandre Hébert, militant syndicaliste de FO, l'imprudent camarade devait payer une tournée. Pourquoi tant de ressentiment envers le camarade de Nantes ? Parce que malgré son passé anarcho-syndicaliste, Alex nous semblait être « trop » aligné sur les positions des trotskistes lambertistes de l'OCL. Comme dans leur hebdomadaire, *Informations ouvrières*, des anarcho-syndicalistes avaient une « page expression », rien, selon Hébert, ne pouvait séparer les anarcho-syndicalistes d'un front unique ouvrier, où les trotskistes tenaient les rênes.

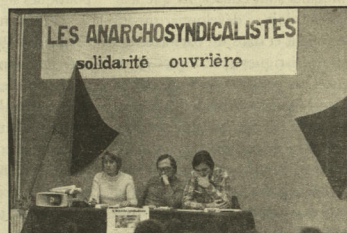
Pourquoi ces rappels au goût amer ? Parce que la semaine dernière, l'ancien quotidien de la rue de Lorraine dans un dossier sur le passé lambertiste de Jospin fils, a mentionné « le vieil anarcho-syndicaliste A. Hébert ». Cela était dans un article parlant des contacts lambertistes avec « la droite la plus

extrême ». Quand Alex aurait entrepris ces démarches², il y a longtemps que nous ne le considérons plus que comme un « ancien » anarcho-syndicaliste. Les alliances des lambertistes avec d'autres courants politiques les regardant, nous en resterons là !

Jean-Pierre Germain

1. Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste (ASRAS), née après 68. Elle éditait *Solidarité ouvrière*.

2. C'était, selon le journaliste, avec Hersant pour lutter contre le Livre CGT. On croyait plutôt que des contacts avaient eu lieu entre A. Bergeron (ancien typo) et le groupe Amaury pendant le conflit du *Parisien libéré*.



Meeting de l'Alliance syndicaliste en 1976

Le 11 septembre dans les livres

L'Empire en guerre

L'EXTRÊME célérité de l'édition face aux faits du 11 septembre n'aura échappé à personne. La fumée des décombres des *Twin Towers* n'était pas encore retombée qu'on voyait apparaître, comme par magie, une profusion de livres à l'étal des libraires : biographies de celui qu'on a regardé dès le premier jour comme le commanditaire des attentats, analyses des réseaux du « terrorisme » mondial, pesantes dissertations de géopolitique, rien n'y a manqué, ni l'opportune réédition du *Choc des civilisations* ni l'approximative « réflexion » du très médiatique André Glucksmann.

Quelques-uns, à commencer par Noam Chomsky, auront tenté de faire entendre une voix discordante dans un concert dominé par le vacarme des grosses caisses de la propagande. Ce fut d'abord le petit volume *11/9. Autopsie des terrorismes* suivi peu après par un livre collectif, *L'Empire en guerre*¹, qui rassemble les contributions faites dans le cadre d'un congrès Marx International tenu à l'université de Nanterre, auxquelles les responsables de l'édition de ce volume ont adjoint une série de textes, déjà publiés ailleurs pour la plupart, signés de quelques noms fort connus, parmi lesquels J. Saramago, Toni Negri, E. Galeano, I. Wallerstein, J. Ziegler, H. Alleg et N. Chomsky lui-même.

L'entreprise n'allait pas sans risques : répétitions inévitables, prédictions démenties dès la parution de l'ouvrage², tendance à remplacer l'analyse par la mise en

œuvre de schémas pré-établis quand ce n'est pas par le recours à l'absurde « conspirationnisme » auquel cède l'économiste Samir Amin, qui croit voir la main du Mossad derrière les faits du 11 septembre. Il était difficile, sans aucun doute, d'éviter les multiples obstacles qui se dressaient devant la tentative de penser l'événement – où d'aucuns ont vu l'aube véritable du XXI^e siècle – alors que l'écho du bruit et de la fureur déchainés par la chute des tours jumelles vibrat encore dans nos oreilles. Quelques-uns des auteurs des essais rassemblés dans *L'Empire en guerre* s'y essaient néanmoins – où d'aucuns ont vu l'aube véritable du XXI^e siècle – alors que l'écho du bruit et de la fureur déchainés par la chute des tours jumelles vibrat encore dans nos oreilles. Quelques-uns des auteurs des essais rassemblés dans *L'Empire en guerre* s'y essaient néanmoins, en réfléchissant à tout ce que le 11/9 a mis en lumière, en particulier cette compassion de commande – assez semblable à la « dictature du chagrin » dont parla jadis Stig Dagerman – à l'égard des victimes du 11 septembre, matérialisée par les trois minutes de silence qu'on nous imposa ici, alors qu'il ne vint à l'esprit de personne d'accorder ne serait-ce qu'une seconde à aucune des victimes des massacres perpétrés par les États démocratiques et leurs États-clients aux quatre coins du monde.³

En revanche, la réprobation qui, de façon systématique, ouvre la quasi-totalité des interventions rassemblées dans ce volume, risque de tourner au pur procédé rhétorique si on ne veut pas voir que, aussi coupables qu'ils aient été d'actes autrement meurtriers que

ceux du 11 septembre et aussi responsables qu'ils soient de l'émergence du mouvement de Ben Laden⁴, les États-Unis occupent en l'occurrence la place de la victime et qu'on ne peut leur refuser d'emblée le droit de légitime défense dont tout agresseur peut se prévaloir. Or dire, à l'instar de François Chesnais, que « le but ultime de l'intervention, et de la nécessité de l'engager si vite, répond au besoin de réaffirmer [...] le droit des pays capitalistes avancés et des marchés boursiers, d'imposer partout dans le monde les formes d'exploitation des hommes, des femmes et des enfants », c'est feindre d'oublier que, avec les milliers de morts du 11 septembre, les autorités américaines avaient, en théorie du moins, de très bonnes raisons de justifier une intervention armée, toutes autres que leur supposée volonté de « réaffirmer » un « droit » à l'exploitation capitaliste qui semble très bien se porter sans ça.

Par chance, tous les auteurs des essais du volume ne donnent pas dans le travers que F. Chesnais n'a pas su éviter et on trouvera, ici ou là, de quoi remettre en question l'idée selon laquelle l'opération *Enduring Freedom* relèverait de la

« légitime défense », bien qu'on puisse regretter que personne, à l'exception de Chomsky, ne se soit attaqué de front au problème. Je rappelle que, parmi les caractéristiques d'une « légitime défense », on retient généralement son caractère immédiat et provisoire, la juste proportion entre les moyens employés de part et d'autre, et enfin l'identification claire de l'agresseur. On laissera de côté les multiples remarques lues dans ce volume sur le risque d'un enlèvement américain en Afghanistan, qui remettrait en question le caractère provisoire de l'exercice de la « légitime défense », mais que la promptitude déroute des talibans a réduites à néant. Pour ce qui est des autres conditions requises pour distinguer une action de légitime défense d'un acte de représailles, il est évident qu'elles brillent par leur absence dans l'opération *Enduring Freedom*. Qu'on pense, par exemple, à la question des preuves qui attesteraient la responsabilité de Ben Laden dans les faits du 11 septembre. Elles étaient inexistantes, on le sait, quand les talibans firent savoir aux États-Unis qu'ils ne livreraient pas le chef d'Al Qaida avant qu'on les leur fournisse et rien, depuis, n'est venu appuyer l'hypothèse formulée à l'appui de l'intervention américaine : Chomsky rappelle le caractère fortement décentralisé des réseaux d'Al Qaida et note qu'il « est plutôt difficile d'imaginer comment un type caché dans une grotte d'Afghanistan,

qui n'a pas même la radio ou le téléphone, pourrait avoir planifié une opération aussi sophistiquée que celle-ci ».

Le même Chomsky relève qu'il existait d'autres choix possibles qu'une prétendue « légitime défense » qui pouvait d'autant plus mal s'appliquer ici que les auteurs de l'attentat étaient tous morts dans l'accomplissement de leur mission. Faute de quoi, l'opération guerrière contre le « terrorisme » n'aurait été, au bout du compte, qu'une pure exhibition de force⁵ de la part de la (seule) super-puissance mondiale soucieuse de montrer ce qu'il en coûte de vouloir la défier.

Miguel Cheuca

1. *L'Empire en guerre*, collectif, éditions Le Temps des Cerises et EPO, 2001, 240 p., 14,50 euros. *11/9. Autopsie des terrorismes*, de Noam Chomsky, a paru chez Le Serpent à Plumes, 2001, Paris, 160 p., 11 euros.

2. Je pense notamment à cette hypothèse d'une guerre prolongée, qui est envisagée par la plupart des signataires des textes.

3. Là-dessus, on lira surtout *Manhattan Transfert* de Jean-Pierre Garnier (pp. 131-139).

4. Cf. *Qui est Oussama Ben Laden ?* de Michel Chossudovsky (pp. 83-91).

5. L'affaire des photos prises à Guantánamo mériterait aussi quelques commentaires : est-ce véritablement par mégarde que les autorités américaines ont laissé filtrer l'image de ces hommes muselés à l'instar du *serial killer* du *Silence des agneaux*, agneouillés, pieds et poings liés, ou s'agit-il, bien au contraire, d'un acte délibéré en direction de ceux qui pourraient s'aviser de les braver afin qu'ils sachent à l'avance comment ils seront traités ?



Dans le monde

Le 27 octobre 2001, la Fédération anarchiste uruguayenne (FAU) a célébré son 45^e anniversaire, dans les rues. Regards sur l'histoire d'une organisation qui fait référence sur le continent américain.

LA FAU est créée en 1956 et réunit des militants syndicaux, de quartiers, ainsi que des secteurs de la jeunesse et d'étudiants regroupés dans les Jeunesses libertaires, et quelques militants de la Révolution espagnole, réfugiés ici. La nouvelle organisation est face à un pays et un continent qui commencent à être saccagés par la crise et l'approfondissement des luttes populaires. La FAU se développera, fondamentalement ancrée dans la tradition révolutionnaire bakouninienne avec des positions sur l'organisation proches de celles de Malatesta, et une influence de classe certaine de l'anarcho-syndicalisme et pratiquant les méthodes d'action directe. En même temps, l'organisation et ses militants sont conscients que leur activité doit se développer sur un continent et dans un pays avec des caractéristiques spécifiques de ce que l'on commence à appeler le Tiers Monde. A la fin de 1963, et au cours de l'année suivante, la FAU centre sa discussion sur des questions concrètes relatives à l'action sociale et politique. Elle fut active et prit des initiatives par l'intermédiaire de compagnons qui étaient à la tête de fédérations de branches importantes dans la Convention nationale des Travailleurs (CNT).

On estima que le temps était venu, avec les luttes qui s'annonçaient, de créer une organisation unique des travailleurs. Une organisation syndicale non bureaucratique, indépendante des partis politiques, avec une démocratie interne adaptée à l'expression respectée des tendances, et se définissant par une attitude de classe.

On estima par la suite que pour que cela soit possible, il était nécessaire de construire au niveau des branches d'activité ce que l'on nomma la « tendance combative ». Les membres de la FAU prirent l'initiative de sa constitution et, avec d'autres camarades, d'autres tendances idéologiques, mais avec la même position combative, développeront cette activité. Ce qui était proposé, c'était l'action directe de masse contre l'ennemi de classe et la promotion de la participation des gens dans la vie des branches syndicales et dans la lutte. Le but était de créer une matrice fédérale et non bureaucratique qui puisse servir de base à cette force qui émergerait.

A différents moments, notre organisation reçut les coups de la répression. C'est à ce moment, en 1967 et en 1968 que nous eûmes des compagnons torturés et emprisonnés. La FAU participa, avec d'autres forces politiques, à un journal d'une certaine influence, *Epoca*, expression de la gauche au ton combatif. Elle prit une part active à l'élaboration d'un document qui permettra une action conjointe, dans d'importantes zones stratégiques, avec ces forces

la Fédération anarchiste uruguayenne

réunies au sein du journal. Ce document publié *Epoca* conduisit le gouvernement à déclarer illégales la FAU et les autres forces politiques signataires.

C'était en 1967. A partir de là, et jusqu'en 1971, la FAU mena son activité clandestinement. Dans cette période, quelques-uns de ses locaux tombèrent et quelques-uns de ses militants furent détenus ou durent passer dans la clandestinité totale. Par moments, plus de la moitié des compagnons avec des responsabilités diverses furent emprisonnés. La FAU qui avait réussi à développer diverses formes d'organisation et des activités clandestines ou semi-clandestines, parvint à maintenir néanmoins son fonctionnement dans les différents syndicats où se maintenaient nos militants, dans les organismes de direction de la CNT, dans le mouvement étudiant, dans des tâches politiques, dans la lutte idéologique contre le réformisme et le collaborationnisme ouvrier. Elle put aussi maintenir et distribuer sa presse chaque semaine durant tout le temps de la clandestinité (trois ans) : *Letras de la FAU*. Il faut signaler que dans cette période, l'organisation a une croissance importante. En 1968, toujours dans la clandestinité, après une décision organique précédée d'évaluations stratégiques, à l'initiative de nos militants, divers groupes ouvriers et étudiants donneront la vie à la ROE (Résistance ouvrière et étudiante) qui agira comme front externe et de « masse » à la place de la FAU proscrite. Dans la ROE s'activent des militants de la FAU à divers degrés de responsabilités à la tête des syndicats de l'industrie du cuir, de l'imprimerie, dans le secteur des banques, des usines de gaz, les ports, l'industrie métallurgique, les textiles, l'industrie chimique, raffinerie du pétrole, les transports, le sanitaire, l'industrie alimentaire, les chemins de fer, etc. Les étudiants sont surtout implantés à l'Institut de la magistrature, dans l'enseignement secondaire et présents dans les facultés de médecine. Parallèlement à l'activité de masse, se maintient l'OPR (Organisation populaire révolutionnaire), appareil armé de la FAU qui mènera à bien avec un relatif

succès une série d'actions (sabotages, expropriations économiques, séquestrations de dirigeants politiques et patronaux particulièrement haïs par le peuple, appuis armés à des grèves et occupations d'usines, etc.). La FAU oriente son action armée dans une optique politique et idéologique très différente de la majorité des mouvements de libération latino-américains, en grande partie influencés par les théories du « foyer guérillero ». L'action de la FAU à travers l'OPR a plus à voir avec les camarades des groupes armés espagnols liés à la FAI de la décennie 1920-1930. L'appareil armé est composé en grande partie de compagnons provenant du milieu ouvrier.

Pays en crise et dictature imminente

Le pays souffre d'une profonde crise économique et politique, la « classe politique » ne donne aucune réponse aux problèmes urgents qu'elle s'impose. Une dictature constitutionnelle est installée dans le pays. Le mouvement ouvrier populaire riposte quand on lui retire ses libertés et ses droits. Au cours des années qui précèdent la dictature, la FAU reçoit quelques coups : des compagnons sont tués, emprisonnés et torturés. Malgré cela, sa structure fondamentale n'est pas trop affectée. Dans un contexte incertain, avec une baisse des luttes, avec la menace d'une dictature imminente, l'organisation considère nécessaire de prendre les mesures adéquates qui lui permettront de durer dans le temps. « Faire durer » est la consigne du moment. En juin 1973, une dictature militaire s'installe sur le pays à l'image des dictatures militaires du Brésil, du Chili, de la Bolivie et du Paraguay.

Des centaines de militants politiques peuplent les prisons de l'Uruguay et la majorité des organisations révolutionnaires sont alors décimées. La FAU met tous ses efforts dans la grève générale contre la dictature qui paralysa le pays durant quinze ans. Dans ces conditions, la FAU se résout alors à évacuer la majorité de ses militants vers Buenos-Aires où on rencontrera les plus « grillés » occupés aux

tâches politiques qu'impose la résistance contre la dictature. Plus tard, l'organisation développera un travail important depuis l'Argentine. Consolidant son travail en Uruguay, elle cherche les moyens matériels pour soutenir une longue résistance. Mais la situation argentine se détériore rapidement. En septembre 1976, les militaires prennent le pouvoir et instaurent la dictature. Harcelés par la répression des services secrets des armées argentines et uruguayennes, une cinquantaine de compagnons tombent, assassinés ou « disparaissent » après avoir supporté d'indescriptibles tortures ; d'autres sont condamnés à de longues peines de prison.

Sous la dictature, la FAU se réorganise. Toujours plus de compagnons se manifestent et militent avec comme référence essentielle la FAU ; en prison, des militants sûrs se définissent anarchistes depuis toujours et se réfèrent à l'histoire de la FAU ; à l'extérieur, on trouve également des compagnons qui participent à la trajectoire depuis la dictature et qui se réfèrent aussi à la FAU. En 1985, à la chute de la dictature, les efforts de reconstruction de l'organisation commencent. Les compagnons de l'extérieur reviennent ; ceux qui étaient en prison ont bénéficié de l'amnistie décrétée par le nouveau gouvernement. Les vieux compagnons prennent alors contact avec la nouvelle militance, principalement née au cours de la période de la dictature. Les compagnons fondateurs de la FAU de 1956 organisent des réunions unitaires : avec ceux de l'exil, les jeunes militants et ceux qui étaient en prison. En mars 1986 a lieu le VII^e congrès de la FAU (le premier depuis la dictature). Dans sa déclaration de principes, la FAU réaffirme les concepts basiques du socialisme libertaire et exprime sa volonté révolutionnaire. Ses militants apprécient justement la conjoncture historique. Leur action doit se dérouler non plus maintenant sur un continent en révolte ou en révolution, mais au milieu d'un continent récemment frappé par des dictatures brutales et encore plus pauvre, au milieu d'un peuple uruguayen qui sut garder une attitude digne en s'opposant à la dictature mais qui a subi

une déroute et un démantèlement de ses institutions et de beaucoup de ses conquêtes. Les modèles économiques expérimentés par la dictature ont créé une énorme paupérisation des secteurs populaires et étendus la marginalisation. Mais aussi l'action devra se développer au milieu d'une gauche chaque fois plus institutionnalisée, avec moins de confiance dans la lutte et marquée par la déroute. L'action est cantonnée dans le système bourgeois et étatique de domination et d'exploitation.

On travaille alors à la réorganisation en différents fronts d'activité populaire. Les nouvelles conditions politico-sociales ont donné une nouvelle importance et permis d'impulser le travail dans les quartiers, spécialement dans les zones les plus ravagées de Montevideo, conséquence du chômage croissant créé par les mesures de privatisation et la « rationalité » capitaliste. Depuis, dans le cadre d'une politique néolibérale, les quartiers ouvriers achèvent de se transformer en quartiers de demi-chômeurs ou carrément au chômage. Avec cette misère croissante, diverses expressions de mécontentement se manifestent qui vont de la lutte contre les expulsions, de la lutte pour le maintien du travail jusqu'aux occupations de terres pour construire des maisons. Cette série de luttes de quartiers apparaît, pour la plupart, isolées les unes des autres. La révolte et le mécontentement s'expriment avec une certaine atomisation.

Nous avons fourni, dans la mesure de nos moyens, des possibilités de coordination aux différentes luttes et revendications pour les renforcer et leur donner un meilleur impact. Notre organisation a participé, de façon générale, à diverses mobilisations. Elle a été présente dans les campagnes contre la loi d'impunité, lors des occupations des usines, s'est opposée aux expulsions d'usines ou de maisons, a lutté pour la défense de l'école publique, manifesté contre la répression policière, pour la défense du droit d'asile, appuyant les plébiscites populaires, contre les privatisations, contre le terrorisme d'état et l'action des groupes fascistes, dans les grèves générales pour des revendications ouvrières, aux rassemblements du premier mai, etc.

Et nous sommes là, dans cette nouvelle conjoncture historique, nous identifions toujours aux projets passés que notre organisation a défendus durant presque un demi-siècle : la solidarité et l'action directe, immergés dans les masses populaires, pour le socialisme et la liberté.

Montevideo,
18 octobre 2001

Texte traduit par
les relations internationales

Pour plus d'informations :
www.nodo50.org/fau/home.htm

Le travail domestique Le privé est politique... et économique !

LA PROBLÉMATIQUE du travail domestique est fondamentale. En effet, si la double journée des femmes salariées est, on le verra, une réalité, c'est aussi un des facteurs clés qui motive le retour au foyer de certaines femmes et l'abandon de leur vie professionnelle, notamment avec l'arrivée d'enfants. Il est symptomatique que cette question ne se pose quasiment jamais pour les hommes, dont la tâche prioritaire reste le travail professionnel.

D'autre part, la responsabilité ainsi imposée aux femmes en matière de gestion du ménage sert en retour aux patrons à justifier d'un salaire moindre et le temps partiel pour les femmes en raison de leur moins grande disponibilité.

Le déséquilibre reste tout autant important dans la répartition des tâches domestiques. Selon l'INSEE, en 1986, un homme actif consacre en moyenne 45 heures par semaine (transports compris) pour le travail professionnel et seulement 20 heures par semaine au travail domestique (ménage, courses, enfants, factures...). Soit un total de 65h par semaine. Pour une femme active, la répartition est de

36h par semaine en moyenne pour chaque, soit un total de 72 heures. Le plus significatif concerne les inactifs : un homme sans emploi consacre 27 heures et 40 quarante par semaine à la maison. Une femme sans emploi y consacre 44 heures par semaine ! Le chômage et les vacances n'existent donc pas pour les femmes.

Gratuité du travail domestique

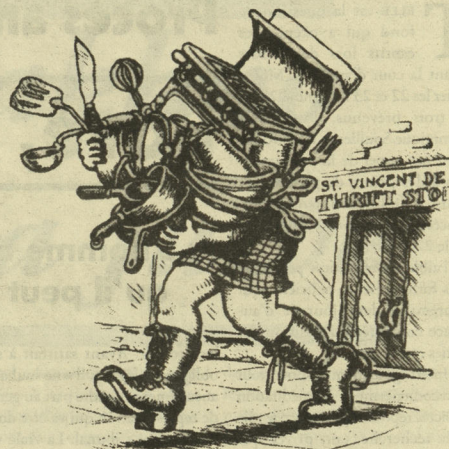
Mais le caractère fondamental du travail domestique, ce n'est pas qu'il est fait à la maison, c'est qu'il est gratuit ! Et c'est au mouvement féministe qu'il revient d'avoir le premier analysé en termes économiques ce caractère gratuit du travail domestique, travail accompli pour l'essentiel par les femmes.

Bien avant les années soixante, les femmes ont toujours travaillé. Et pas toujours à la maison. Ce fut le cas dans l'agriculture, où la production familiale a toujours été faite avec la participation des femmes. Par ailleurs, on estime qu'elles ont toujours représenté entre le quart et le tiers du salariat. Ce qu'elles n'ont jamais maîtrisé,

encore moins que les prolétaires, c'est l'attribution d'une valeur à leur travail, en particulier celui effectué pour le compte de leur mari et de leur famille.

Le travail ménager a pourtant une valeur économique bien réelle, au même titre que n'importe quelle autre production. Mais cette valeur échappe aux femmes. Par exemple, si la plupart des ménages préfèrent acheter de la nourriture brute, non cuisinée, c'est qu'elle est moins chère. Le travail nécessaire pour la cuisiner chez soi est considéré comme gratuit. Le fait est que ce sont encore les femmes qui, majoritairement, accomplissent cette production. Elles sont donc volées de la valeur de leur travail, valeur représentée très exactement par l'écart de prix en la nourriture brute et la nourriture cuisinée que l'on trouve dans le commerce.

Cette spoliation de la valeur du travail des femmes ne pouvait pas être sans conséquence après leur entrée massive dans le salariat : si le travail des femmes à la maison ne vaut littéralement rien, pourquoi le travail qu'elles effectueraient à l'extérieur vaudrait-il quelque chose ? La non-valorisa-



**Get the Right Tool
for the Job!**

tion du travail des femmes a donc tendance à se transmettre et se perpétuer au salariat, par des salaires moindres, on l'a vu, et par la dévalorisation des métiers où elles sont cantonnées (secrétariat, nettoyage, enfance, soins, services personnels...). On retrouve d'ailleurs dans ces branches du salariat une autre catégorie de personnes opprimées : les étrangers.

Dès lors, entre une société où les femmes sont condamnées à être enfermées à la maison pour effectuer gratuitement le travail domestique, et une société où le nettoyage est pris en charge par

des bonnes ou des sociétés de nettoyyages (employant majoritairement des femmes sous payées), la petite enfance par des crèches (et donc des femmes sous payées) et des écoles primaires (idem), pendant que les hommes se font servir le café par leur secrétaire, la différence n'est pas une différence de nature, mais une différence de degré.

Bertrand Dekonink,
groupe de la métropole lilloise

LE PATRIARCAT n'a pas attendu le capitalisme pour exister et prospérer. Mais c'est peu dire que ce dernier tire profit de la domination exercée sur les femmes et des discriminations à leur encontre. En mettant en concurrence tous contre tous, le capitalisme utilise tous les facteurs de divisions qui lui sont offerts : nationalité, régularité du séjour pour les sans papiers, mais aussi le sexe. Pour les femmes, l'oppression est double, et le chemin jusqu'à l'égalité reste encore bien long.

C'est ainsi que les pauvres, de part de le monde, sont en majorité des femmes, tous comme les chômeur(se)s ou, phénomène plus récent, les précaires.

La précarité touche davantage les femmes

Le taux de chômage féminin, sur les 15 dernières années est resté globalement une fois et demi plus important que celui des hommes. Il était de 13,8 % contre 10,2 % à la fin 98.

D'autre part, les contrats de travail des femmes sont globalement plus précaires que ceux des hommes. Par exemple, dans la fonction publique (grande employeuse de précaires), 31 % des femmes ne sont pas titulaires de leurs postes contre 23 % des hommes.

La précarité a aussi une autre forme : le temps partiel. Les salarié(e)s à temps partiel sont dans une entreprise celles et ceux qui

ont le plus faible taux de salaire horaire, qui ont moins d'avantages sociaux et restent à l'écart des promotions, qui accumulent le moins de points de retraite et d'ancienneté. Ce sont aussi les plus vulnérables aux licenciements. Le temps partiel, s'il est de plus en plus répandu et imposé, est de plus en plus imposé aux femmes : en 1982, 16,4 % des femmes étaient à temps partiel contre seulement 1,9 % des hommes ; en 1998, elles étaient 31,4 % à temps partiel contre seulement 5,6 % des hommes. Elles représentent au total 84 % des salarié(e)s à temps partiel. Et 75 % d'entre elles ne l'ont pas choisi.

Les smicards sont majoritairement des smicardes

On a dans le domaine de l'inégalité des salaires entre hommes et femmes la conjugaison de deux phénomènes, auxquels s'ajoute la précarité : le cantonnement des femmes dans des métiers dévalorisés et

l'inégalité salariale à qualification égale. En 1996, un tiers des femmes à temps complet étaient payées moins de 1,3 fois le SMIC, contre seulement un cinquième des hommes. Les femmes sont surreprésentées dans quelques domaines professionnels, qui sont principalement des postes d'employées (secrétariat, commerce de détail)

et/ou de domesticité sociale (nettoyage, enfance, services de restauration et d'hôtellerie, santé, aide sociale). Même dans le secteur associatif, qui échappe en partie à la logique capitaliste, elles n'ont guère le choix qu'entre six secteurs d'activités, qui constituent 60 % de l'emploi associatif féminin. Les professions sont d'ailleurs d'autant plus dévalorisées qu'elles se féminisent. C'est le cas par exemple de l'enseignement primaire, aujourd'hui majoritairement assuré par des femmes.

De plus, même s'il a tendance à se réduire lentement, l'écart salarial entre hommes et femmes à diplôme et expérience professionnelle égaux reste très important : 27,2 % en France en 1998.

Femmes et précarité



Dernier fait majeur de ces dernières années : les écarts se creusent maintenant entre une frange de la population féminine qui commence à accéder aux postes à responsabilité et l'immense majorité des femmes, dont la situation s'est aggravée, principalement en raison de l'accroissement de la précarité.

Bertrand Dekonink,
groupe de la métropole lilloise



TELLE est la question de fond qui a occupé les esprits lors des débats devant la cour d'appel de Montpellier les 22 et 23 novembre 2001, les trois prévenus, José Bové, Dominique Soullier et René Riesel ayant fait appel de la condamnation à des peines de prison avec sursis et de fortes amendes prononcées par le tribunal correctionnel le 22 mars.

Faible mobilisation populaire mais forte présence policière pour la première demi-journée d'audience consacrée à l'audition des parties et des témoins.

Interrogé le premier, Bové, tout en reconnaissant la préméditation des actes reprochés, dénonce le rôle de la recherche, tant privée que publique et, de façon plus générale, la globalisation militaire, économique et financière. « La recherche en matière d'OGM n'est que du bricolage technologique ; c'est un credo, pas une interrogation scientifique ; pas un seul expert n'est capable de dire comment fonctionne le vivant. » Il pointe trois risques justifiant leur action en tant qu'application du principe de précaution : la logique des brevets qui interdit aux paysans de planter leurs propres semences ; le risque pour l'environnement par transmission des gènes des plantes transgéniques aux autres plantes non OGM ; le risque pour la santé. Il n'est pas contre la recherche, mais la technique doit rester en laboratoire, en milieu confiné. Le vivant ne peut être ni brevetable ni aliéné et doit être déclaré « patrimoine de l'humanité ».

Soullier abonde dans son sens, invoquant la légitime défense face au risque d'irréversibilité. « Vous pouvez nous condamner, notre action porte ses fruits. Le doute s'installe dans les laboratoires et le débat est dans la société. »

Riesel n'est pas « citoyen »

Mais surprise avec Riesel : se présentant sans avocat, il se contente, après avoir décliné son identité et reconnu les faits, de lire une courte et radicale déclaration². S'il se reconnaît solidaire de ses deux inculpés par rapport au délit reproché, il refuse sèchement leur position « citoyenne », en « renvoyant dos à dos deux manières rivales d'accepter la fatalité de notre soumission au terrorisme de l'économie totalitaire : celle qui rêve d'adapter les hommes à l'enfer industriel en dénaturant les génomes, et celle qui souhaite discuter démocratiquement des modalités de cette adaptation ». Critiquant la position de la Confédération paysanne qui souhaite utiliser ce procès comme une tribune, il ne voit dans l'institution judiciaire qu'une « machine à réprimer les délits dans un état social donné ». Lui se situe dans une autre logique : il ne s'agit pas de lutter simplement contre les OGM mais contre la société qui

Procès anti-OGM à Montpellier

Bové, Soullier, Riesel

« L'homme doit-il réaliser forcément tout ce qu'il peut techniquement accomplir ? »

ils produit. Ayant satisfait à ses obligations légales, il « ne souhaite aucunement prendre part au genre de représentation qui va être donnée dans ce tribunal. La vraie vie est ailleurs. » Et, là-dessus, il se lève... et s'en va !

Emoi dans la salle. L'avocat général manque s'étouffer mais le président laisse les débats continuer comme si de rien n'était.

C'est au directeur général du Cirad, Bachelier, d'intervenir

effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable. » Si ce principe a une valeur juridique, il doit toutefois être appliqué selon « une règle souple et non contraignante » car « la vie implique le risque : attention à ne pas tout arrêter car ce serait la mort de la société et des individus qui la composent ».



Faucuteurs d'OGM au travail

ensuite en tant que partie civile. D'emblée il tient à assurer que le Cirad n'est ni pour ni contre les OGM mais qu'il convient « d'en explorer la technique » car on peut aussi « aider à améliorer la situation des paysans du tiers-monde ». Il se veut en faveur d'une agriculture « raisonnée » et à la recherche d'une mondialisation « plus équitable ». « Les biotechnologies peuvent nous y aider ». Mais avec le genre d'action commise par les prévenus, la recherche publique « qui doit être forte et indépendante va prendre du retard par rapport aux Américains et, au final, ce sont justement les multinationales qui triompheront ».

Quant aux deux jeunes chercheurs, Breitler et Vila-Ujaldon, ils font part du préjudice matériel et moral qu'ils ont subi alors que leur recherche en faveur d'un riz transgénique avait pour but, en le rendant « invulnérable à la pyrale grâce à la toxine qu'il développe, de rendre les paysans du Sud moins dépendants des firmes agrochimiques, plus productifs aussi ».

Principal des trois témoins³ des plaignants, Mme Viney, professeur de droit, est le co-auteur avec M. Kourilsky, directeur de l'institut Pasteur, d'un rapport au Premier ministre sur le principe de précaution dont elle rappelle la définition légale : « Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures

Des Nobel au secours des OGM

Le vendredi matin est consacré au réquisitoire et aux plaidoiries. Maître Michel Zaoui, pour les parties civiles, demande la confirmation pure et simple du jugement. Il rappelle que les essais ont été effectués dans un cadre légal, avec toutes les habilitations administratives nécessaires. Et le hasard fait bien les choses. La veille de son intervention, trente sept membres de l'Académie des sciences, dont cinq prix Nobel, publient un communiqué soulignant que la transgénèse constitue l'un des moyens les plus efficaces pour faire face à l'explosion démographique et condamnent le saccage des expérimentations de plants OGM « qui sont nécessaires tant en serre qu'en plein champ ». Fort de cette caution, il balaie d'un revers de main l'état de nécessité et l'invocation du principe de précaution. Il raille le « discours simplificateur » adverse qui verrait dans les chercheurs du Cirad des « marionnettes vendues au Capital » et conclut à la nécessité du « droit à la recherche qui est une liberté fondamentale ».

L'avocat général, Michel Legrand, frappe d'entrée : « Les groupuscules revendiquent la légitimité mais la majorité a pour elle la légalité. » S'en tenant à la matérialité des faits, il dénonce notamment Bové « qui utilise la justice mais ne veut pas payer l'addition ». Tirant les conséquences de la récidive, et les prévenus ayant clairement affirmé qu'ils étaient prêts à recommencer, il demande une peine de huit mois de prison ferme contre Bové et six mois ferme contre Riesel, impliquant révocation du sursis antérieur de huit mois pour tous les deux prononcé par le tribunal correctionnel d'Agen en 1998, et « une peine atténuée » pour Soullier, délinquant primaire.

Pour la défense, Maître Marie-Christine Ételin dénonce la recherche « drapée dans ses certitudes » alors qu'un moratoire a été mis en place au niveau de la Commission européenne. Le combat contre les OGM est un combat international mené par les prévenus aux côtés des paysans du tiers-monde et qui soulève « des questions fondamentales pour la survie de l'humanité ».

Maître François Roux, enfin, revient sur la prétendue utilité des OGM : « En fait, ça sert à breveter le vivant au profit des multinationales

nales qui veulent se l'approprier en mettant la main dessus : les enjeux économiques sont énormes... Nous sommes dans un débat de société. » Qualifiant les faits reprochés d'« action non violente de démocratie directe », il s'appuie sur la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme pour estimer qu'il y a lieu à application du principe de précaution et que les conditions de l'état de nécessité étaient remplies. Brandissant comme ultime argument « deux décisions de relaxe rendues récemment dans des affaires similaires par des tribunaux anglais », il lance un défi à la cour : « Votre décision, quelle qu'elle soit, sera une décision politique par l'interprétation que vous allez faire du droit... À vous de juger. »

Délinquants militants

La cour a relevé le défi en rendant sa décision le 20 décembre. Estimant les faits graves et faisant état d'« un préjudice très important causé à la recherche scientifique », après avoir en outre qualifié les prévenus de « délinquants militants ou par idéologie », elle a confirmé le montant des dommages-intérêts pour les parties civiles ainsi que le montant des amendes⁴. Par contre, si elle a diminué de huit à six mois la peine de prison avec sursis infligée à Soullier, elle a condamné Bové et Riesel à six mois ferme et révoqué le sursis antérieur de huit mois. Les prévenus se sont aussitôt pourvus en cassation, sachant qu'en matière pénale le pourvoi est suspensif. Mais comme il y a peu de chances pour que la décision soit cassée, la perspective de l'incarcération se rapproche... à moins d'une amnistie présidentielle. De toute façon, la lutte continue car ainsi que la lucidité analysé René Riesel : « L'enjeu n'est pas tant de sortir des OGM que de la société qui les produit. »

Jean-Jacques Gandini

1. Dix mois de prison avec sursis-mise à l'épreuve et 50 000 F d'amende pour Bové et Riesel, huit mois avec sursis simple et 25 000 F d'amende pour Soullier ; 60 000 F et 102 000 F de dommages-intérêts pour les deux chercheurs et 1 F pour le Cirad, et une somme globale de 50 000 F pour leurs frais d'avocat.

2. Après avoir pris soin d'envoyer à la cour, avant l'audience, ses « moyens de défense » à savoir ses deux ouvrages, *Déclaration sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, et *Auxes complètes des véritables mobiles du crime commis au Cirad le 15 juin 1999* (Ed. Encyclopédie des Nuisances, 2001, disponibles à Publico).

3. Tous distincts de ceux cités en première instance, pour les prévenus comme pour les parties civiles.

4. Soit avec le complément de 20 000 F pour les frais d'avocat, un total de 357 000 F.

Note de la rédaction
Les quatre militants anti-OGM inculpés de destruction d'une parcelle de maïs transgénique en août 2001, ont été condamnés vendredi 8 février à des peines de trois à six mois de prison ferme. Six autres militants ont écopé de la prison avec sursis.



Makhno et sa juive

JOSEPH KESSEL est un brave garçon. Bien brave, oui. Et puis qui écrit bien : savez-vous qu'il est, avec Druon, l'auteur du *Chant des partisans* ? C'est dommage qu'il mette son talent littéraire au service de l'ordure.

« C'est en témoin de son temps que Kessel parcourt

l'entre-deux-guerres. »
Voilà ce qu'il faut lire dans la présentation du chef d'œuvre réédité ces temps-ci : *Makhno et sa juive*. Nous vous livrons ci-après quelques morceaux choisis de ce que ce « témoin » a reproduit des mensonges tchékistes. Et voilà tout.

Max

SOUDAIN le petit homme tire la main droite de sa poche, l'agite et crie :

« - Les hacher, et voilà tout.

« Personne de nous n'a encore compris le sens de cet ordre que le bourreau Kiiko, le sabre levé, se jette sur les victimes et qu'il frappe à tort et à travers.

« Est-il maladroite, le fait-il exprès ? Mais aucun de ses coups n'est immédiatement mortel. Il enlève un doigt, coupe une oreille, fend une cuisse.

« Fatigué, pourpre, Kiiko s'arrête, respirant lourdement. Le beau Liatchenko, élégant et alerte, le remplace. Et le sabre vole et frappe de nouveau comme s'il coupait des choux. Et le liquide rouge gicle, et les cris, et les faces mutilées, et les troncs décapités.

« L'ivresse gagne l'escorte entière.

« Elle se rue au travail. Et derrière, les mains dans ses poches, un sourire distrair errant sur ses lèvres pressées, se tient le petit homme qui a déchainé cela. Il regarde avec curiosité et l'on ne peut rien déchiffrer d'autre dans ses yeux aigus.

« Mais voici le carnage terminé.

« Au lieu d'hommes, terrifiés sans doute et réduits à l'état de loques, mais vivants, s'amoncellent en petits tas des cadavres informes.

« Alors le petit homme s'ébranle convulsivement et, d'un trot rapide et bref comme celui des chiens, court vers les monceaux de corps.

« Une tête coupée se trouve sur son passage, il la rejette d'un coup de botte et saute sur les cadavres. Il piétine les poitrines, les ventres encore chauds, fait suinter le sang des blessures et dit tranquillement, oui, tranquillement, que je meure en prison si ce n'est pas vrai, il dit tranquillement :

« - Et voilà tout.

[...]

« Makhno n'aimait pas les juifs. Si tuer des orthodoxes lui était un simple plaisir, massacrer les juifs lui apparaissait comme un véritable devoir. Il l'accomplissait avec zèle.

« Combien en avons-nous mis à sac de ces petits villages youpins, passant au fil de l'épée les hommes, éventrant les femmes, brisant les



Photo extraite de *Hectop Makhno*, édition en russe de l'ouvrage d'Alexandre Skirda

crânes d'enfants contre les murs. Combien sont partis rouler dans le Dniester. Combien ont gémi, les plantes des pieds rongées par le feu, avant de mourir crucifiés !

[...]

« D'un bond Makhno fut au milieu de la pièce.

« - Youpine, vous ? cria-t-il.

« C'était la dernière et peut-être la plus rude épreuve à laquelle il pût être soumis.

« Je vous ai dit combien il abhorrait les juifs. À cette détestation s'ajoutaient un mépris, un dégoût sans bornes. La plupart des antisémites que j'ai connus l'étaient par raisonnement. Makhno, lui, avait cela dans le sang.

« Était-ce atavisme, éducation, haine personnelle, moyen instinctif de fanatiser les masses ? Je n'en sais rien, mais je n'imagine pas qu'il puisse y avoir massacreur de juifs plus convaincu que lui.

« Et cette enfant qui le domptait avait, paisiblement, qu'elle appartenait à la race qu'il aurait voulu écraser tout entière sous sa botte. »

Joseph Kessel

Aux juifs de tous pays

CITOYENS JUIFS ! Dans mon premier « Appel aux juifs », publié par le journal français *Le Libertaire*, j'ai demandé aux juifs en général, c'est-à-dire aussi bien aux bourgeois qu'aux socialistes, et même aux anarchistes tels que Yanovsky, qui ont tous parlé de moi comme d'un pogromeur de juifs et traité d'antisémite le mouvement de libération des paysans et ouvrier ukrainiens que j'ai guidé, de m'indiquer les faits exacts, au lieu de bavarder dans le vide là-dessus : où et quand dans le mouvement précité, avons nous commis de tels actes ?

Je m'attendais à ce que les juifs en général répondent à mon « Appel » de la manière qui convient pour des gens qui désirent révéler la vérité au monde civilisé sur les gredins, responsables des massacres de juifs en Ukraine, ou bien encore qu'ils s'efforcent de fonder leurs honteux racontars à mon sujet sur le mouvement makhnoviste sur des faits quelques peu véridiques, puis qu'ils m'en fassent part et les diffusent auprès de l'opinion publique.

Jusqu'ici, je n'ai eu connaissance d'aucun fait de ce genre avancé par les juifs. Tout ce qui a paru jusqu'à présent dans la presse de tout bord, y compris dans certains organes anarchistes juifs, n'a été que le fruit du mensonge le plus honteux de la vulgarité de certains aventuriers politiques et de leurs stipendiés, tant à mon propos qu'à celui du mouvement insurrectionnel que j'ai guidé. D'ailleurs dans ce mouvement, des unités combattantes révolutionnaires composées de travailleurs juifs ont joué un rôle de premier plan. La lâcheté de ces calomnieurs ne me touche pas, car je l'ai toujours méprisée en tant que telle. Les citoyens juifs peuvent s'en convaincre en constatant que je n'ai pas dit un seul mot à propos de la pasquinade d'un certain Joseph Kessel, *Makhno et sa juive*, roman rédigé à partir de fausses informations sur moi et le mouvement qui m'est lié organisationnellement et théoriquement. L'intrigue de cette pasquinade est extraite du texte d'un obséquieux laquais des bolcheviks, un certain

colonel Gueradimmenko, jugé d'ailleurs, il y a peu de temps, par les tribunaux tchèques pour espionnage au profit d'une organisation bolchévique.

Ce petit roman s'est également inspiré des articles d'un journal bourgeois, un certain Arbatov, lequel n'a pas craint de m'imputer toutes sortes de violences contre une troupe d'« artistes liliputiens » ! Affaire, bien entendu inventée de toutes pièces.

Dans son roman révoltant de mensonges, le jeune écrivain Kessel s'ingénie à me dépeindre d'une manière si odieuse qu'il lui aurait fallu, au moins que dans les passages où il s'inspire des écrits de Gueradimmenko et Arbatov, citer ses sources. Dans la mesure où le mensonge joue un rôle principal dans ce roman et que ses sources sont inconsistantes, ma seule réponse ne pouvait être que le silence.

C'est de manière tout à fait différente que je considère les calomnies qui proviennent d'associations juives, lesquelles veulent donner l'impression à leurs coreligionnaires qu'elles étudient avec soin les actions indignes et craintes d'injustices accomplies contre la population juive en Ukraine et dont ces associations veulent dénoncer les auteurs.

Il y a peu de temps, l'une des associations, qui a d'ailleurs son siège social dans le royaume bolchevik, a édité un ouvrage illustré de photographies sur les atrocités commises contre la population juive en Ukraine et en Biélorussie, cela à partir de matériaux recueillis par le camarade Ostrovsky, ce qui signifie en clair : de source bolchévique. Dans ce document « historique », nulle part il n'est fait mention de pogrom anti-juifs accomplis par la si vantée « Première armée de cavalerie rouge », lorsque venant du Caucase, elle traversa l'Ukraine en mai 1920. En revanche, ce document mentionne un certain nombre de pogroms et publie en rapport des photos d'insurgés makhnovistes, sans que l'on sache ce qu'il viennent y faire, d'une part, et qui, d'autre part, ne représentent même pas des makhnovistes, comme, par exemple celle qui montre des « makhnovistes en déplacement », précédés d'un drapeau noir orné d'une tête de mort ; c'est une photo qui n'a rien à voir avec les pogroms et qui, surtout, ne représente aucunement des makhnovistes.

Une falsification encore plus importante, tant contre moi que contre les makhnovistes, apparaît

dans les photographies représentant les rues de la ville d'Alexandrovsk, prétendument dévastées après un pogrom commis par les makhnovistes, en été 1919. Ce grossier mensonge est impardonnable pour l'association juive responsable de la publication, car il est de notoriété publique en Ukraine qu'à cette époque, l'armée insurrectionnelle makhnoviste se trouvait loin de cette région : elle s'était repliée en Ukraine occidentale. En fait, Alexandrovsk a été sous le contrôle des bolcheviks, de février à juin 1919, puis des déniukiens jusqu'à l'automne.

Par ces documents, la société juive d'obédience bolchévique commet une grande bassesse à mon égard et envers le mouvement makhnoviste : n'ayant pu trouver de documents pour nous accuser - au profit de ses commanditaires - de pogroms anti-juifs, elle a recouru à la falsification directes de pièces qui n'ont aucun rapport ni avec moi ni avec le mouvement insurrectionnel. Son procédé mensonger est encore plus flagrant lorsqu'elle reproduit une photo - « Makhno, un « paisible » citoyen » - alors qu'en fait il s'agit d'une personne qui m'est complètement inconnue.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai considéré de mon devoir de l'adresser à l'opinion de la communauté juive internationale afin d'attirer son attention sur la lâcheté et le mensonge de certaines associations juives, tenues en sous-main par les bolcheviks, m'accusant personnellement, ainsi que le mouvement insurrectionnel que j'ai guidé, de pogrom anti-juifs. L'opinion juive internationale se doit de vérifier attentivement la teneur de ces affirmations infâmes, car présenter de telles absurdités n'est pas la meilleure méthode pour établir, aux yeux de tous, la vérité sur ce qu'a subit la population juive en Ukraine, sans tenir compte déjà que ces mensonges ne servent qu'à déformer totalement l'histoire.

Nestor Makhno

Dielo trouada, n° 23-24, avril mai 1927, pp. 8-10.

www.mutlimania.com/durrutii/makhno, site de Nono-le-Hool.

Expressions

PARLER de Jean L'Anselme, de son dernier livre, pour bien des lecteurs du *Monde libertaire*, ce n'est pas avancer le nom d'un inconnu. Je suis même certain que d'aucuns parmi nos lecteurs le connaissent mieux que moi, qui le fréquente pourtant depuis près de quarante ans par livres interposés. Puisque nous fêtons le 20^e anniversaire de Radio libertaire, peut-être convient-il de signaler qu'il fut des premiers invi-

de têtes à Paris-France, et aussi de ce fils borné qui refuse d'aller à la pêche à la balcine.

Du *Tambour de ville* (prix Apollinaire 1948) au *Ris de veau* (1995), en passant par *l'Arme à gauche*, le *Caleçon à travers les âges*, les *Poubelles*, ou *Mémoires inachevés du général Duconneau*, Jean L'Anselme n'est nullement orphelin en poésie. De ses frères en humour (souvent noir) nous venons d'évoquer bien sûr Jacques Prévert (à ce

*J'ai plus que les mots les plus plats
Tous les mots cons tous les mollets
J'ai plus que me moi le la les
J'ai plus que du dont qui quoi
qu'est-ce*

[...]
*Comment voulez-vous que je fasse
Un poème avec ces mots-là ?
Eh ben tant pis j'en ferai pas.*

Eh ben, lui, Jean L'Anselme, y va en faire des poèmes... avec les mots les plus plats, et même les plus laids,

L'art brut

« En 1945, j'ai rencontré un peintre important, Dubuffet, préconisant l'art brut, dénonçant l'« asphyxiant culture », rejetant l'officiel et l'académisme, énonçant que la création peut se passer de la culture et qu'il n'y a pas d'artiste prédestiné. Cet homme fut mon Évangile, mon Coran, ma Bible, mon catéchisme ». L'outrance de cette dernière phrase pourrait paraître un tant soit peu excessive, s'il ne s'agissait d'un signe de « reconnaissance », de qui voit sa vie transformée dans une activité créatrice échappant aux codes établis, à l'« asphyxiant culture » précisément, et qui fonctionne spontanément selon le principe du plaisir.

Ce respect de l'usage, ce pathétique de l'éphémère est d'ordre esthétique et sensuel dans les marges d'une beauté à venir (et même déjà là). Telle l'expression d'un nouveau raffinement qui finalement a toujours été la démarche de la création, cette approche – sans doute vouée à l'échec, et c'est là toute sa pathétique humanité – d'un réel inaccessible débarrassé de ses codes, portant plus loin, toujours différemment à travers l'inexploré, hors de la beauté convenue, l'expression nouvelle de la matière-émotion.

Une telle analyse, que l'on pourrait considérer comme formelle, semble pourtant nécessaire dans l'approche de l'art brut. Brut ne signifie pas brutal, et les écrits de Dubuffet quant à sa démarche sont d'une extrême lucidité. Nulle barbarie. Une vision autre. Pour faire image, je tiens, par exemple, que l'un statufiant l'envol, l'autre triturant la terre-à-terre, et chacun révélant ce qu'on ne voit plus (ce n'est pas le cas des arts dits « sauvages »), Brancusi et Dubuffet

sont les demi-frères d'un même regard.

Pour l'écrivain, le poète, la difficulté tient d'évidence au matériau. Il n'a pas le contact direct à la matière, au concret, au tangible. Son registre est forcément plus modeste, puisqu'il passe par les mots, et quand bien même il les voudrait « les plus simples, les plus usés, même les plus plats », le risque n'est-il pas de tomber dans un prosaïsme des plus indigestes ? Comment échapper à la seule traduction économique du mot « commerce », pour retrouver celui des idées, des opinions ou des sentiments par-delà l'asphyxiant culture ?

De ce commerce à rétablir, Jean L'Anselme se sent comme le promoteur. Dans son modeste registre ne reste que l'humour (celui des cours de récré, ou des savoureux ready made) pour sauver ce qui peut encore l'être du parler brut, n'éluant en rien un engagement social que nos poètes contemporains manifestent si peu.

Art brut dont il n'est d'ailleurs pas inconditionnel, puisque de l'art maigre (celui des poubelles), il passe, non sans élégance, à l'art moche (éloge du laid : « C'est avec le laid que je fais mon beurre ») pour se réclamer enfin de l'art con, avec cette *Chasse d'eau* qui évacue la triste vulgarité d'une littérature tendance (Sollers célébrant à la fois Mozart et Loft story) résumée en trois mots : « Le cul, la bouffe, le fric. » Pour retrouver cette incroyable utopie : « L'amour, la liberté, la poésie. »

Et plutôt que passer chez Pivrot, n'y a-t-il pas gloire plus grande pour un poète à donner son nom à une île ? Il existe à Guyancourt une île Jean-L'Anselme, et le chemin qui l'entoure a pour nom « la Tour de feu ».

Claude Kottelanne

« la Chasse d'eau »

de Jean L'Anselme



Éléments d'architecture contestationniste V

propos, je signale à notre ami Jean, notre Arthur Cravan de la castagne « littéraire » – encore qu'il fut aussi sportif de haut niveau – un nouveau ring où se manifeste : après *Tel Quel* et son champion Philippe Sollers, poids lourd du maïsisme balladurien, révélé à la fois par Mauriac et Aragon – tout un programme ! – se présente un poids léger à la méchante droite, le Battling Joe de la néo-culture d'avant-garde : dérision, provocation, défi, le bougre n'est pas sans intérêt, et quand son humour montre les dents, très peu ont compris qu'il fallait rire... Il s'agit de Michel Houellebecq affirmant que « Prévert est un con ». (C'est çui qui l'dit qui l'est, me souffle mon petit-fils.)

Frères en poésie

Si nous évoquons les frères en poésie, il convient bien sûr de signaler aussi R. Queneau, Jean Tardieu, pourquoi pas le Desnos de *Rose Sélavy* ou de *Poasis*, sans oublier peut-être – et pour moi tellement évident – le poète Boris Vian :

et mettre les pieds dans le plat (superbement, on le saura plus tard) ébréché de notre quotidien, de ses rebuts. Et il y a plus raffiné que l'on croit dans ce donner-à-voir qui n'évacue ni la rouille ni la poussière, préservant avec délicatesse ce que le « bon goût » voudrait balayer, ce que le beau langage voudrait étouffer de cette appréhension quasi-animale du réel, tous les sens en éveil, comme le font les enfants et les pauvres de mots.

Sommes-nous si loin d'une certaine alchimie du verbe ? Rappelez-vous « les peintures idiotes, dessus de portes, décors, toiles de saltimbanques, enseignes, enluminures populaires, la littérature démodée... opéras vieux, refrains niais, rythmes naïfs ». Mais le catalyseur essentiel qui mit le feu à la poudre d'escampette, au carcan du bien-dire, la main à plume valant la main à charrue – et vice versa – quand on a appris « à vivre, à lire et à écrire derrière le cul des vaches », ce fut sa rencontre avec Jean Dubuffet.

Petite anthologie de « la Chasse d'eau » et des « Poubelles » ou de la difficulté d'être poète

CAR IL FAUT ÊTRE FOU pour être poète ! La poésie c'est un violon de dingue ! Pour se faire connaître c'est très, très difficile. Il est préférable de se faire d'abord un nom autre part. Dans le cirage par exemple qui se prête bien à la brosse à cheveux. Un poète anglais pour être célèbre inventa, lui, la chasse d'eau, ce qui fait que, depuis, si la poésie n'a jamais détourné une bombe, elle peut au moins évacuer ce que je pense. D'où l'importance de la chasse d'eau en poésie et le titre de cet ouvrage (« la Poésie »).

Et c'est même dangereux :

*La vie est belle.
Quand il ne vous tombe pas une tuile sur le nez.*

Il marchait donc tête levée.

*C'est ainsi qu'il ramassa une pelle
(« La Tête ailleurs »).*

Parfois humiliant :

*Dis-man
Dis-man
quand tu me traites de saucisse*

*Dis-man
Dis-man
Ai-je tant l'air d'une andouille ?*

*Dis-man
Dis-man
quand tu me traites de cornichon*

*Dis-man
Dis-man
Ai-je tant l'air d'un condiment ?
(« La Chanson du mal-aimé »).*

Mais ça peut-être aussi très facile (suffit de recopier sans commentaire) :

Augmentés dernièrement, les nouveaux salaires hebdomadaires sont désormais les suivants :

<i>Cadets (jusqu'à 11 ans)</i>	<i>0,50 F</i>
<i>Juniors (jusqu'à 14 ans)</i>	<i>1,45 F</i>
<i>Jeunes</i>	<i>3,25 F</i>
<i>Employés</i>	<i>7,50 F</i>
<i>Seniors (après 15 ans de maison) ...</i>	<i>14,50 F</i>

Les propriétaires reconnaissent et acceptent la générosité des nouvelles lois du Travail mais attendent du personnel un accroissement considérable du rendement en compensation de ces conditions presque utopiques (Règle-

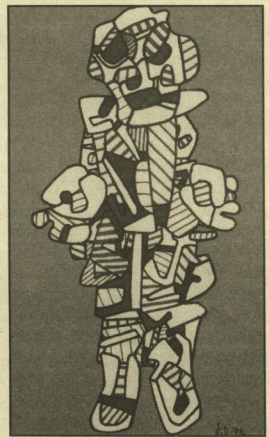
*ment intérieur d'une fabrique en 1880.
« Ready made »).*

Facile encore, mais plus rigolo quand on y ajoute son grain de sel (réponse de Roland Barthes à Jean Ristat : ready made avec commentaire) :

Roland Barthes : à tout instant, on comprend très bien que cette opération de dépeçage syllabique que vous faites subir à certains mots produit des effets de sens [...].

*Lorsque vous employez par exemple le mot « vénéneuse » en coupant après « vénéneu », que faites-vous ? Vous marquez la syllabe « se » qui, visuellement se présente comme une sorte d'image du réfléchi français [...]. Un autre exemple encore, plus subtil peut-être. Lorsque vous employez le mot « baudruche » en coupant « bau » et « druche », vous créez un mot nouveau, le mot « druche ». Vous êtes à ce moment-là, non pas un créateur de néologismes puisque « druche » ne veut rien dire mais un créateur de physiologies verbales, de mots asemantiques [...]. C'est une opération très riche et très justifiée. **

* On peut à ce sujet proposer de privilégier d'autres vocables tels que pinacothèques, cucurbitacée, barbecue, hélicon que nous citons simplement à titre d'exemples (J.L.A.).



Dubuffet : personnage

La plupart des recueils de Jean L'Anselme sont publiés aux éditions Rougerie (7, rue de l'Échauguette, 87330 Mortemart). Écrivez-lui, il se fera un plaisir de vous envoyer son catalogue riche, en poésie, des meilleures signatures d'aujourd'hui. Il existe un dépôt à Paris : éditions Roudil SA, 53, rue Saint-Jacques, 75005 Paris (*La Chasse d'eau* : 13,72 euros).

Vient de paraître

SUR le sujet traité par João Freire, il n'existait, à ce jour, rien ou quasiment rien en France. Autant l'anarcho-syndicalisme espagnol a été source d'inspiration pour les historiens, autant le syndicalisme révolutionnaire – et, plus généralement, le mouvement libertaire – de son voisin ibérique a été livré à l'oubli et ignoré de tous. Il était temps que cesse l'injustice qui a été faite à la mémoire des animateurs d'un mouvement qui exerça une forte influence au sein des classes dominées du pays – qui sait, par exemple, que l'organe de la CGT portugaise, *A Batalha*, figura au troisième rang des quotidiens les plus lus du pays ? – avant d'être réduit au silence par une dictature qui dura près d'un demi-siècle. C'est maintenant chose faite avec la parution de cet ouvrage qui, complétant très opportunément le volume édité il y a un an par les éditions CNT-RP et les éditions Nautilus (*De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*), fait sortir de l'ombre où il était resté trop longtemps le riche mouvement libertaire du Portugal.

J. Freire livre une intéressante comparaison entre l'implantation du syndicalisme libertaire en Catalogne et au Portugal à l'orée des années 20 du XX^e siècle, pour conclure à l'existence d'une forte similitude entre l'une et l'autre. Au



congrès de fondation de l'AIT de Berlin, tenu entre le 25 décembre 1922 et le 2 janvier 1923, la CNT espagnole représente quelque 800 000 adhérents contre environ 150 000 pour la CGT portugaise. Si on considère que l'Espagne était, en gros, cinq fois plus peuplée que son voisin ibérique, on peut constater sans peine que la puissance numérique des deux organisations ouvrières était à peu près identique en proportion de la population des deux pays.

João Freire, *les Anarchistes du Portugal*, éditions CNT-Région parisienne, 336 p., 13 euros, disponible à Publico.

Le choc des horloges

L'HORLOGERIE est de bonne tradition anarchiste. Miguel Chueca l'honore en remettant les pendules à l'heure, au sujet d'un livre qui semble faire les délices de la Maison Blanche. Quoique professeur à Harvard, Samuel Huntington a en effet commis une œuvre d'une notable bêtise, intitulée *Le Choc des civilisations*. Il y affirme sans ciller que le monde doit être considéré comme divisé en sept civilisations, et il gratte sa blanche tête pour savoir s'il doit y inclure une huitième, l'africaine. Que sont les sept autres ? L'occidentale, la confucéenne, la japonaise, l'islamique, l'hindoue, la slave orthodoxe, la latino-américaine. Miguel Chueca, dans sa brochure, *Une mystification idéologique : le Choc des civilisations*, démonte avec précision et rigueur cette pauvre nomenclature, digne, hélas, d'un pays où, lorsque le Nicaragua était sandiniste, donc soviétique aux yeux du Pentagone, un étudiant sur six plaçait Managua en Russie. Il rappelle que le concept de civilisation est si extraordinairement difficile à définir et à délimiter dans le monde moderne qu'il est à peu près inutile à présent aux sciences humaines. Ainsi pour Mr Huntington les zones sud-pacifique et polynésienne n'existent pas, il met dans le même sac islamique indonésien et kabyles, il ne

se penche apparemment ni sur le Tibet, ni sur la zone Thaïlande-Birmanie-Cambodge, la Mongolie, la Hongrie, la Turquie (islamique très désireuse d'être occidentale), la Grèce, orthodoxe pas slave, Chypre, gréco-turque, etc. Plus méchant, et plus profitable que ces rappels d'évidences est celui du véritable but de ce livre.

Tout d'abord, par cette étrange opposition d'une civilisation latino-américaine à la civilisation occidentale, justifier des mesures racistes contre l'immigration mexicaine et, ensuite, comme bien sûr la civilisation occidentale est menacée par les attaques de la confucéenne et de l'islamo-ben ladénienne, justifier les attaques « de précaution » des États-Unis. Même si de très nombreuses voix se sont élevées aux États-Unis contre cette ânerie réactionnaire, elle a malgré tout fait l'objet d'un débat sérieux ce qui permet à Miguel Chueca de rappeler que si les « boîtes à penser » (think-tanks) américaines ne produisent guère mieux que de la pacotille idéologique, elles sont expertes dans l'art de la vendre.

Nestor Potkine

Miguel Chueca, *Une mystification idéologique, le Choc des civilisations*, éditions CNT-région parisienne, 3,80 euros.

En vente à Publico

23 janvier 2002 Mort de Bourdieu

ALORS, Pierrot ! Tu t'es fait la malle... Scandale ! Notre collègien a joué les filles de l'air. Il a abandonné, sans tambours ni trompettes, son séminaire sur l'Anarchie. Il l'avait entrepris en mars 2001 sur Radio libertaire.

Et pourtant, nous avions formé de grands espoirs sur ce collègien doué.

À mille lieux des petits marquis, tels les patrons des revues *Esprit* ou *les Temps modernes*, maîtres en « bassesse et perfidie », Pierre Bourdieu, que nous rencontrions pour la première et la seule fois, était un « honnête homme ».

En retraçant, après lui en avoir soumis le brouillon, les principaux points de notre dialogue radiophonique, nous écrivions :

« [...] Mis à l'index par le « Sacré Collège » des « dominants » de la communication (celle du vide de la pensée), [...] un peu comme un sous-préfet qui s'en va-t-àux champs boire un bol d'air frais, Bourdieu est venu par plaisir rompre des lances avec les anars... »

« Nous aimons bien les moutons noirs, ceux qui « ouvrent leur gueule » – surtout quand la contradiction, la controverse est fructueuse.

« Enfin nous avions l'outrecuidance de nous estimer aptes à délivrer ou non à notre impétrant de pèlerin son brevet d'humanisme. Nous étions curieux de savoir si, cinq cents ans après la création du Collège de France à l'initiative de Guillaume Budé, humaniste généreux, helléniste et savant, ami d'Erasmus et de Rabelais, le même esprit pouvait encore souffler sur quelques-uns de ces collègiens du troisième millénaire... »

Ce premier exercice avait été positif. Ces « partielles » avaient porté sur le dernier ouvrage des éditions Raisons d'agir, et intitulé *Contrefeux n° 2, Pour un mouvement social européen*. Il s'en était si honorablement tiré, que nous avions de sérieux espoirs pour la suite. Nous l'avions encouragé.

« Bon début pour obtenir votre brevet d'humanisme, avons-nous solennellement déclaré à « La Bonne Franquette », à notre cardinal¹, impatient de connaître, devant un communalard (rouge-cassis), les effets de son show libertaire. »

« Mais, avons nous ajouté, devant son air de contentement un peu accentué, il restera quelques épreuves pour les semaines à venir... Au prochain exercice sur RL. »

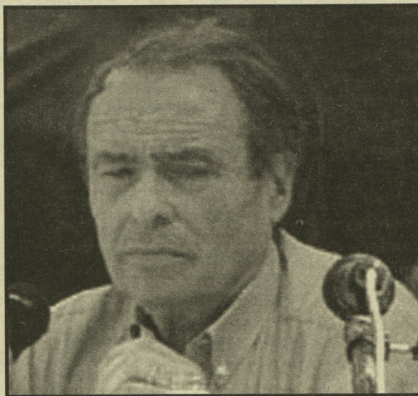
Nous avions déjà proposé le second volet de l'exercice qui aurait notamment été consacré à ses conceptions de l'État, de la relation « individu-société », et à son ouvrage *Méditations pascalienne*.

Pierrot, tu n'es pas sérieux. On n'abandonne pas ainsi au milieu du gué. Toi qui savais fort bien démystifier, désacraliser, démonter les idées reçues ! Toi qui combattait avec fougue la pensée (?) binaire, le tout ou rien, la logique totalitaire du tout ou rien, du « 0 » ou « 1 » mais pas les deux mélangés ! Toi qui, devant un auditoire de « dominés », savais, sans rhétorique absconse, faire front et trouver les mots pour combattre l'anti-intellectualisme primaire et obliger à réfléchir.²

Tu vas nous dire que la Camarde est sans morale, sans justice, sans respect pour les hommes et leur vertu. D'accord. Nous avons à continuer sans toi, à nous battre contre ceux qui vont tenter de t'enterrer, toi et ta pensée, une deuxième fois sous les fleurs. Salut Pierrot !

Archibald Zurvan

1. *Le Monde Libertaire*, n° 1240 du 5 avril 2001.
2. *Le Monde* du 31 janvier 2002 : Article de Jacques Bouveresse, « Pierre Bourdieu, celui qui dérangeait ».
3. *Le Monde* du 3 décembre 1999, « La tradition d'ouvrir sa gueule ».
4. *Le Monde* du 18 septembre 1998, article dans lequel Bourdieu est traité de « cardinal Razinger de la Science ».
5. *La Sociologie est un sport de combat*, film de Pierre Carles.



Dans la toile

L'ART est-il mort ? Depuis quelques années, certains théoriciens affirment que, avec l'avènement d'Internet et la reproduction sauvage (sampling, copy/past, etc.), nous assistons à la mort de l'art. En partant du postulat que l'art est mort, par quoi le remplacerez-vous ? Plus de cent artistes et intellectuels du monde entier ont répondu :

(<http://www.art-death01.be/ff/>). Et pourtant, l'art a encore bien des choses à dire. Par exemple, sur ce site (<http://wart-art.fr/fm/>), vous trouverez des collages contre la guerre.

D'ailleurs, en parlant de guerre, le réseau Voltaire reproduit les images officielles produites par le Pentagone (<http://www.reseauvoltaire.net/actu/guantanamo.htm>) de détenus afghans de la base militaire de Guantanamo, à Cuba. C'est assez édifiant et ne nous surprendra pas de la part de thuriféraires des droits de l'homme. Sur ZNET (<http://www.zmag.org/ZNET.htm>), vous trouverez de tout dans tous les domaines, le site est trop riche pour que je me risque à en résumer l'esprit. Seul petit point sombre, c'est en anglais.

Ou bien, pour revenir à l'art, visitons le site de Roland Michel Tremblay, poète qui n'hésite pas à manier le paradoxe lexical en se déclarant anarchiste couronné : <http://www.anarchistecouronne.com>

Bon, j'ai lu ses recueils de poésie, c'est bien agréable et devrait plaire même aux plus grognons. Sur son site, il passe en revue ses œuvres et sa vie. Si ce genre d'exposé vous gave, allez voir ailleurs, sinon, ça vaut le détour.

Vite, en passant, si on n'y tient plus, une petite visite chez des anticléricaux militants :

<http://abri.org/corbac> même si je ne partage pas tous leurs points de vue, cela reste intéressant.

Le site de Sans-Titre a démantagé (<http://www.under.ch/Sans-Titre/>). Mais, Sans-Titre, c'est qui ? Laissons-les se présenter : « Des individu(e)s, groupes, associations qui nous sommes connu(e)s lors de l'organisation de la caravane intercontinentale – des représentants de peuples du Sud, principalement Indiens, qui, dans le cadre de l'Action mondiale des peuples contre le "libre"-échange et l'O.M.C (AMP), avaient parcouru l'Europe pour expliquer aux locaux les méfaits du capitalisme chez eux – et qui avons voulu rester en contact. [...] Quant à nos activités diverses, on peut parler de la caravane anticapitaliste, ou de l'accueil en France des Colombien(e)s du PCN. Quelques individu(e)s se sentant des affinités avec Sans-Titre sont allé(e)s à Nice, d'autres à Davos et même à Gènes. Enfin, bref : en parcourant le site vous trouverez des documents divers et variés en relation avec Sans-Titre. » C'est eux qui le disent, et ils ont bien raison.

Blue Eyed Keyboard

alain@minitelorama.com

Vie du mouvement

Faits d'hiver

CA change tout ! Au forum de Porto Alegre, lors d'une visite à un camp de paysans sans terre effectuée en compagnie de l'ineffable Noël Mamère, José Bové a déclaré que « si rien ne change d'ici au deuxième tour il appellera à déposer dans l'urne un bulletin blanc avec la mention *basta!* ».

Mais qu'est-ce qui pourrait bien changer d'ici au deuxième tour ? À l'évidence rien au niveau politichien, car, même si c'est à la fin de la foire électorale qu'on compte les bouses, les résultats, quels qu'ils soient, sentiront toujours la merde.

Et puis, qu'est-ce que ça change d'appeler à voter blanc avec la mention Basta ! ? Même la mère Laguiller qu'on ne peut pas soupçonner d'avoir la fibre anar a compris le non-intérêt de ce genre de bricolage et a le deuxième tour abstentionniste. Mais alors, si rien ne change d'ici au deuxième tour et que ça ne change rien de voter blanc, ça change tout !

Si le délibéré de la cour de cassation (il va tomber le 6 février) envoie José Bové en prison, inutile, en effet, d'attendre le deuxième tour pour protester et mettre tout en œuvre pour le tirer de là. Même si, quelques mauvais esprits viennent nous expliquer que s'activer à faire libérer un seul cœur pur, pour ce qu'il en est de la rôle ou de la Justice, ça ne change rien !

Jean Marc Raynaud

Note de la rédaction : Les quatre militants anti-OGM inculpés de destruction d'une parcelle de maïs transgénique en août 2001, ont été condamnés vendredi 8 février à des peines de trois à six mois de prison ferme. Six autres militants ont écopé de la prison avec sursis.

Le bourreau de Béthune



hygiène, sans parler des clopes, etc.

Continuant de militer en taule en discutant avec ses désormais « collègues », on ne peut pas dire que le maître de maison l'ait à la bonne, cependant il garde le moral vu sa forte personnalité !

Afin de le soutenir ne serait-ce que moralement, cela ne vous coûtera que trois francs et cinq minutes de votre temps afin de lui envoyer un petit

UN POTE de la CNT-Béthune, J.-Marie Honoré, porte-parole européen contre les exclusions et président d'« AC-Béthune », est en taule pour un minimum de six mois.

Il a eu le malheur d'emboutir la voiture du maire de Igny, dans le Nord, qui s'est quelque peu énérvé à son égard : « Sale chômeur, arrête de rire, etc. » puisque, fortement médiatisé dans ses actions (notamment en 1995, *Libé*, France 3, reçu par Jospingre, etc.), ce pote est facilement reconnaissable !

Ayant écopé d'un sursis de six mois pour entrave à la liberté d'un huissier de faire chier les locataires sans le sous et les lardus n'attendant qu'un faux pas de sa part, il craint de rester un long moment dans cet hôtel assez particulier qu'est la maison d'arrêt de Béthune.

Il bosse en atelier pour 45 balles par mois et sans un rond de côté, a du mal ne serait-ce qu'à s'acheter le minimum pour son

mot sympa, amical ou marrant, un p'tit crobard, une carte postale d'Yvette Horner à « oilpé », etc. Et pour les plus dévoués un savon, deux ou trois timbres, shampoings, tabac, bouquins, revues, journaux.

Merci donc pour lui qui paie actuellement de sa personne le fait d'avoir voulu défendre les plus défavorisés, n'hésitant jamais à foncer tête baissée et poings serrés vers tout ce que l'autorité peut envoyer comme huissiers, flicailons (même gentils « républicains »), inspecteurs-rmi, etc.

Son adresse au Hilton : Jean-Marie Honoré, maison d'arrêt de Béthune, n° d'écrou 22 381-C, cellule 109-B, rue d'Aire, 62407 Béthune.

Babouse

qui lui-même n'est pas sorti de la galère ! La souscription pour faire casquer son licencieur reste ouverte (ndlr).



Le projet « Print »

NAISSANCE d'un nouveau projet venant de squats dijonnais. En voici la présentation.

Contexte

Les ordinateurs entrent dans le quotidien de nombreuses personnes, Internet gagne en popularité, et la société dans son ensemble tend à s'informatiser. La quasi-totalité des ordinateurs naissent équipés de logiciels Microsoft, et on inculque à leurs utilisateurs et utilisatrices la fidélité aux logiques marchandes et propriétaires. Ce phénomène s'accompagne d'une croissance du fichage électronique, des offensives publicitaires et plus généralement des moyens de surveillance. Ces évolutions suggèrent des hiérarchies nouvelles, basées sur la maîtrise des outils numériques.

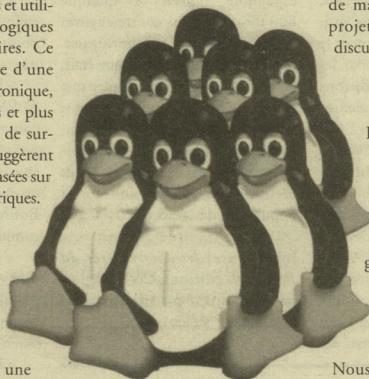
Et alors ?

Il devient donc impératif de développer d'autres pratiques informatiques conscientes de ces enjeux politiques, et d'engager une résistance contre ceux qui veulent transformer les réseaux en zones de contrôle supplémentaires. Mais nous voyons également dans ces domaines quantité de possibilités inexploitées. Nous voulons utiliser les ordinateurs et Internet comme outils de communication au service des communautés, car nous pensons qu'ils peuvent être source d'enrichissement personnel et collectif. Cela nécessite notamment d'avoir accès à du matériel, de s'affranchir de la domination de Microsoft et autres multinationales du logiciel, de partager ses connaissances, de

s'approprier et de recréer les technologies de l'information.

Qui ?

Nous sommes une poignée d'individus évoluant dans les milieux libertaires, impliqués dans la vie d'espaces autogérés squattés. Notre pratique du squat est celle d'un refus en actes des lois du profit, des inégalités et de la domination, que nous voulons étendre à l'informatique.



Quoi ?

Aussi avons-nous l'intention de créer un espace de découverte et de pratique de l'informatique alternative, ainsi que de libre accès à Internet. C'est le projet « Print » (Pour se réapproprier l'informatique/l'Internet et les nouvelles technologies).

Comment ?

Contre les logiciels « propriétaires », nous prôtons l'utilisation

de « logiciels libres », comme le système d'exploitation GNU/Linux. Contre l'Internet marchand, nous prôtons la participation aux structures alternatives de contre-information. Contre la dictature du marché, nous prôtons la récupération de matériel, que nous nous proposons de rendre fonctionnel et de redistribuer. Contre l'exclusion, nous prôtons l'entraide et le partage de savoirs. « Print » peut ainsi être le support de différentes activités : démonstrations et formations de débutant(e)s par le biais d'ateliers ; accès à Internet, espace de travail et d'information libres par le biais de matériel mis à disposition ; projets collectifs, rencontres et discussions...

Où ?

Le projet « Print » est pour l'instant embryonnaire (version alpha). Il est actuellement hébergé au Pamplemousse, à Dijon, mais est voué à déménager et à s'épanouir dans les mois à venir.

Soutien

Nous avons besoin d'aide pour mener ce projet à bien. Dons matériels, conseils techniques, propositions variées. Si l'idée vous intéresse et que vous voulez vous impliquer, animer un atelier, etc., contactez-nous sans hésiter !

Contact

E-mail : print@squat.net
web : <https://squat.net/print>
snail : PRINT, c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex
Powered by pamplemousse
18, rue du Midi, 21k Dijon
pamplemousse@squat.net

À la petite semaine

Vive la java !



Au moment où, campagne présidentielle aidant, l'accent est mis quotidiennement sur la montée de la violence, il faut saluer l'idée lumineuse et apaisante d'imposer aux écoliers l'apprentissage de l'hymne national le plus stupidement agressif et xénophobe qui soit, cette gueularde marseillaise qui nous invite depuis deux cents ans à prendre les armes et à former des bataillons pour chasser l'étranger ignoble venu jusque dans mes bras envahir le Stade de France et égorger mes fils, mes compagnes et le mouton du ramadan.

Un rapport très officiel rendu public il y a quelques jours confirme que, sur les quatre millions et demi de personnes vivant dans ce pays sous le seuil de pauvreté, la proportion d'étrangers reste considérable et connaît même une permanente progression. Il serait bon d'en instruire civiquement les enfants de France avant qu'ils n'entonnent le

troisième couplet du chant martial, qui commence ainsi : « Quoi ! des cohortes étrangères/Feraient la loi dans nos foyers ! » Cela les rassurerait.

Quant aux Beurs pas vraiment originaires de Normandie qui auraient à se plaindre d'être la cible favorite des bavures policières, ils se convaincraient, en reprenant en chœur le refrain guerrier, de la nécessité pour un peuple supérieur qu'un sang impur abreuve ses sillons et le bitume des banlieues. Cela devrait aider à une meilleure intégration.

L'idée stupide vint un jour à Serge Gainsbourg d'accommoder la bêtise militariste et franchouillarde à la sauce reggae. Léo Ferré, lui, souhaitait, dans une chanson généreuse et pacifique, léguer à tous des javas pour brouiller les chants patriotiques. Vive la java !

Floréal

Ndlr : le manchot Tux est la mascotte de Linux, un système d'exploitation (pour les ordinateurs) libre.